



# LA LETTRE DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA BDIC & DU MUSÉE



N°10- OCTOBRE-DÉCEMBRE 1983

I.S.S.N. 0293-2245

## ÉDITORIAL

Il y a quelques années, un historien rendait hommage à la BDIC en la qualifiant comme la bibliothèque « la plus intelligente du monde ». Spécialiste de la Russie, il voulait ainsi faire remarquer qu'une bibliothèque ne s'apprécie pas seulement à la mesure de son fonds, d'importance plus ou moins astronomique – or, déjà, comme on le sait, en matière russe et soviétique la BDIC a peu de rivaux dans le monde – l'utilité d'une bibliothèque se mesure également aux effets de sa politique scientifique, à sa stratégie. Or, attentive aux mouvements de l'histoire, la BDIC est toujours là, enrichissant son fonds de façon opératoire, le chercheur y trouvant ainsi ce qui le stimule et l'aide à travailler.

Mais surtout, le caractère unique de la BDIC vient de la qualité exceptionnelle de son fichier, sans équivalent il faut le dire, car cette bibliothèque offre, grâce à lui, les avantages de fournir, sur un thème, à la fois les ouvrages et une bibliographie. L'inventaire bibliographique qu'elle ordonnance lui donne ainsi une double fonction : c'est une biblio-bibliothèque mais qui a une particularité : sa bibliographie est toujours à jour...

Le mode de classement choisi est parfaitement rationnel et efficace. Il permet, notamment, de créer, à l'intérieur d'un cadre méthodique, de nouvelles rubriques, au fur et à mesure que de nouveaux événements surgissent ou que de nouvelles approches historiques apparaissent. Car l'histoire, comme science, évolue. Elle n'étudie pas seulement les phénomènes classés, crises politiques ou guerres, développements économiques, histoire de l'opinion ou de l'administration – des hommes ou des choses. On s'aperçoit que bien des phénomènes – historiques – sont inclassables ; qu'ils se situent dans les *écarts* du système politique ou institutionnel, qu'ils sont l'équivalent de ce qui est impur dans l'ordre religieux. Ces phénomènes, ce sont les faits divers.

Le fait divers est resté longtemps hors du champ d'analyse des historiens parce que ceux-ci ont cherché, tantôt à ressusciter le passé « comme si on y était », tantôt à rendre intelligibles les normes de fonctionnement des sociétés. Dans un cas comme dans l'autre, le fait divers était hors jeu : il était exclu parce qu'il était à la fois un sous-événement et un écart à ces normes. Il paraissait – à tort – inapte à apporter quelque aide à l'historien. Or, il est un révélateur qui signale les crises du tissu social et jour le rôle, en quelque sorte, d'un indicateur de santé.

Il est temps de le prendre en charge.

Nous suggérons donc à la BDIC d'ajouter une rubrique supplémentaire à la section 14 (Questions sociales) des fichiers nationaux. Et, pour l'URSS, puisqu'il s'agit d'elle, de distinguer la sous-rubrique des faits divers traditionnels – *proisestvija* (terme sous lequel ils figuraient dans la presse d'avant la Révolution) et celle des faits divers liés proprement au système soviétique – *hronika* – qui évoque les dysfonctionnements de la vie quotidienne.

Marc Ferro

Sans la collaboration toujours aussi souriante, efficace et désintéressée de Wladimir Bérélowitch, ce numéro n'aurait pu voir le jour.



## CE N'EST QU'UN AU REVOIR, MADAME VENIEZ

Voici vingt ans que nous la connaissons, voici vingt ans qu'elle travaille à la BDIC, d'abord comme concierge dans le pittoresque immeuble de la rue Auguste-Vacquerie dont elle fut le bon génie, veillant à tout, par exemple aux pluies torrentielles qui inondaient régulièrement la serre où les livres récemment entrés étaient entreposés ; car à cette époque héroïque, les magasins se répartissaient comme suit : d'immenses salles glacées au Pavillon de la Reine, des tourelles pleines de pigeons, un donjon (« inaccessible, répondait-on »), le tout au Château de Vincennes où officiaient Monsieur et Madame Dufourd, et rue Auguste-Vacquerie cette fameuse serre, les deux bâtiments étant reliés par téléphone et taxi quotidien.

Notre amie Raymonde Véniez a vécu en vingt ans le passage de la BDIC de l'époque archaïque au monde moderne, en même temps qu'elle gravissait avec succès tous les échelons du grade de magasinier et que grandissait son fils Dominique, âgé de dix-huit mois à son arrivée à la BDIC, et qui vient de se marier.

Tous nos lecteurs la connaissent et l'apprécient. Sa place au bureau d'accueil, son sourire, sa conscience professionnelle dans la tenue des magasins qui lui étaient confiés, sa douceur et sa fermeté à la fois, son inlassable patience et sa compétence en ont fait un des piliers de la BDIC. Elle va beaucoup nous manquer.

Raymonde Véniez, à quelques années seulement de sa retraite, femme du Nord (car elle est Ch'timi) a choisi de finir sa carrière à la Bibliothèque universitaire de Montpellier, section médecine, pour se rapprocher de sa famille établie là-bas. Passer du plat pays à l'accent de Brassens, s'adapter à de nouveaux lecteurs, à un nouveau rythme de travail, à de nouvelles structures professionnelles, c'est un exploit et nous le saluons.

Lors de son dernier passage à la BDIC, elle nous a fait part de ses étonnements et de ses découvertes avec beaucoup d'humour. Bravo, chère Raymonde Véniez, pour votre faculté de renouvellement, bonne chance, et revenez nous voir. Nous ne vous oublions certes pas.

O. Patrois

## QUAND LA PRAVDA S'INTERESSE A LA BDIC (suite de la p. 23)

russe et les dessins de Daumier, qui avait pris part à la Commune de Paris...

Quant au couple âgé, notre entretien se déroula cette fois en russe. Serge Minaev. Né en Moldavie. Il était petit lorsqu'il arriva ici, pendant la guerre civile.

— Mais tout ce qui concerne l'Union Soviétique m'intéresse, dit-il.

L'exposition consacrée aux réalisations pacifiques du Pays des Soviets s'ouvre par une affiche intitulée : « 1er mai. Samedi communiste pour toute la Russie ». On y trouve également des affiches appelant à en finir avec l'analphabétisme de masse, le délabrement économique et la famine.

— Un grand travail a été fait pour préparer l'exposition, raconte L. Lemonnier. En particulier pour restaurer des affiches qui étaient restées des décennies dans les réserves de notre musée. Au début de la seconde guerre mondiale, les fonds du musée comptaient près de deux mille œuvres. Mais sous l'occupation hitlérienne, une partie de la collection fut volée et, sans doute, emmenée en Allemagne. Leur sort reste inconnu. En septembre 1944, à la veille de leur capitulation à Paris, les fascistes ont incendié le château et la majorité des affiches restantes ont brûlé. Mais en 1947, les fonds furent à nouveau complétés grâce au don de la collection qu'avait réunie Anatole de Monzie, un dirigeant politique connu...

Cette exposition parisienne de l'affiche politique soviétique est devenue un événement important dans la vie culturelle du pays.

I. Chtchedrov,  
correspondant de la « Pravda »  
Paris, janvier 1983

Les adhérents de l'Association  
des Amis de la BDIC sont conviés à

**l'Assemblée générale**

qui se tiendra le

**Lundi 19 décembre 1983**

**à 17 heures**

sous la présidence de Monsieur Daniel Mayer

(une collation suivra la réunion)

Nous apprenons que depuis quelques mois, Véronique Blum a fait savoir à la Direction des bibliothèques (DBMIST) qu'elle était contrainte de quitter la BDIC. Cette décision semble motivée avant tout par les conditions désastreuses de travail à la direction de la BDIC. En particulier, l'ampleur des tâches administratives et la pénurie d'un personnel qualifié dans ce domaine, empêchent V. Blum d'assumer, comme elle le devrait, les tâches d'organisation bibliothéconomique et de liaison avec les organismes extérieurs. Aucune solution ne semblant en vue sur ces questions soumises depuis longtemps à la Direction, V. Blum préfère se retirer.

On ne peut que déplorer cet éventuel départ de celle qui a été et reste l'âme du redressement et du rayonnement de la BDIC depuis son installation dans les locaux de Nanterre, et en appeler fermement au bon sens de la Direction des bibliothèques pour que lui soient donnés les moyens, en particulier administratifs, de poursuivre sa tâche sans compromettre sa santé. Il est par ailleurs évident que le départ de V. Blum ne résoudrait rien et que son éventuel successeur se trouverait lui-même confronté à des difficultés encore décuplées par l'inauguration de fonctions nouvelles.

*Le secrétariat de l'Association  
des Amis de la BDIC*



# UNE FORÊT ENCORE VIERGE À EXPLORER : LES PUBLICATIONS DE ZEMSTVA (1864-1917)

A l'occasion d'un colloque d'historiens soviétiques, V.K. Jacunskij, le maître bien connu de la géographie historique, attirait l'attention de ses collègues sur « un grand nombre de sources écrites, inutilisées, parmi lesquelles les statistiques des zemstva qui, malgré leur richesse, demeurent un capital mort » (in *Osobennosti agrarnogo stroja Rossii v period imperializma*, Institut istorii, Akad. Nauk SSSR, Moscou 1962, p. 269). La situation ne s'est pas beaucoup modifiée depuis vingt ans. Or, à l'initiative de l'équipe du secteur slave, les collections de la B.D.I.C. viennent de s'enrichir, grâce à des acquisitions judicieuses, de plus de cent cinquante volumes qui méritent de retenir l'attention.

Peut-être est-il utile de rappeler l'origine de ces publications avant de préciser ce qui est désormais disponible à Paris et les pistes possibles qu'elles offrent à la recherche historique.

La loi impériale du 1er janvier 1864 qui donne naissance aux zemstva — ces administrations provinciales qui après la libération du servage se voient confier la tutelle de la paysannerie — leur assigne aussi une fonction sociale : s'intéresser aux besoins des populations<sup>1</sup>. En 1893, lorsque l'impôt de capitation fait place à un mode d'imposition fondé sur la propriété immobilière, les zemstva seront chargés de mesurer la capacité fiscale des contribuables et donc d'évaluer les revenus de la paysannerie. L'une et l'autre de ces deux fonctions — contradictoires car le welfare et la pression fiscale tirent dans des directions opposées — impliquent la collecte de données statistiques.

Pendant longtemps ces données étaient recueillies par la police, puis, à partir de 1852, elles seront du ressort du Comité Central des Statistiques du ministère de l'Intérieur qui disposera d'un réseau de comités de gouvernement (*gubernskie statističeskie komitety*). Ils enregistrent année par année les mouvements de la population, les statistiques des récoltes et du cheptel (notamment celles des chevaux pour les besoins de l'armée). Peu à peu ces bureaux vont s'intégrer dans l'appareil des zemstva, lorsqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle les enquêtes sociales et économiques vont prendre le pas sur les statistiques courantes.

Il faudra attendre la fin du règne d'Alexandre III, et plus particulièrement les années qui font suite à la terrible famine de 1891-92, pour que sous la pression de l'opinion publique libérale les « professions » (médecins, agronomes, économistes) se mobilisent pour tenter de mieux cerner l'origine du drame et rechercher une solution à la « question agraire ».

Jusqu'en 1890 moins d'une vingtaine de zemstva, sur les quarante-cinq de la Russie d'Europe, disposaient de bureaux statistiques. Le pouvoir central redoutait que leurs données puissent fournir des armes aux radicaux, et la noblesse terrienne ne tenait pas à ce qu'on étale au grand jour l'importance de son patrimoine. Une loi de 1882 avait même interdit aux zemstva de se consulter pour éviter une collusion des intérêts provinciaux. Une autre loi de 1899 réserve le financement des enquêtes des zemstva au budget central pour mieux en contrôler l'opportunité. Ce n'est qu'après 1905 que les administrations provinciales seront plus libres de leur recrutement et plus à l'aise financièrement.

Néanmoins, en raison des contraintes politiques et administratives auxquelles se heurte inévitablement la statistique officielle, on verra se développer en Russie, au début de ce siècle, un certain nombre d'enquêtes parallèles sur la paysannerie pour mieux cerner non seulement les capacités fiscales et l'évolution de l'agriculture, mais surtout les rouages de l'organisation de l'économie familiale sous les auspices du mouvement coopératif. Ce sera la base de réflexion de l'école « organisationnelle » de l'économie paysanne qui met l'accent sur les potentialités d'intensification de l'agriculture familiale à condition de lui apporter, par le biais de la coopération, les moyens techniques qui ne sont pas à sa portée. (A titre de référence, A.V. Čayanov, *Bjudžety krest'jan Starobel'skogo uezda*, Kharkov, 1915, 204 p.).

La société libre d'économie (1765-1915) étant la plus ancienne des institutions russes intéressées par les études économiques, a pu réunir une collection complète des différentes publications des zemstva depuis leur création. Cette collection (*Kollekcija zemskih izdanij, Fondy Vol'nogo ekonomičeskogo obščestva*, 36 Fontanka) est administrée par la Bibliothèque Saltykov-Ščedrin de Leningrad. Elle comprend 100 000 volumes, ce qui constitue de loin la plus importante source d'information sur la paysannerie d'un pays dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> et au début du siècle. Géographiquement, elle couvre l'ensemble du territoire de la Russie d'Europe à l'exception des trois provinces baltes et des gouvernements de Vilno et de Kovno (soit au total 464 uezds sur 503), ainsi que les neuf provinces ou régions du Caucase et les treize régions de la Russie d'Asie. Ce n'est pas seulement le monde rural qui est l'objet de l'attention, ce qui suffit à couvrir 80 % de la population de la Russie, mais aussi la paysannerie comme « état » (*soslovie*), c'est-à-dire le mouvant secteur des « ouvriers-paysans », de leur migration saisonnière, de leur état sanitaire, de leurs revenus, bref, les activités non agricoles des paysans (*Promysly*).

Le corpus des publications des zemstva comprend grosso modo deux séries d'ouvrages. La plus volumineuse, qui représente 80 000 volumes, concerne l'activité des différentes assemblées de zemstvo au niveau du gouvernement provincial ou du district (uezd) : *Žurnaly, protokoly*, qui sont les procès verbaux de ces assemblées, *doklady*, rapports, *postanovlenija*, arrêtés, *otčety*, bilans financiers, *smety*, prévisions budgétaires.

A travers ces textes se dessine le portrait d'une province dans ses couches privilégiées.

La B.D.I.C. possède un bon échantillon de ce type avec les *Trudy mestnyh komitetov o nuždah sel'skhozjajstvennoj promyšlennosti, Mogilevskaja gubernija*, Tome XXII, St-Pet. 1903, qui nous offre à la fois un document sur l'assemblée provinciale de janvier 1903 avec les rapports ou interventions des délégués parmi lesquels : Cyrille Krivochein, le fils du ministre de l'Agriculture qui sera chargé d'appliquer la réforme de Stolypine (1908-1915). On note aussi un rapport sur un réseau clandestin d'avocats. Ce même recueil

1. Sur l'activité des zemstva, consulter à la B.D.I.C. B.B. Veselovskij et Frankel, *Jubilejnyj zemskij sbornik 1864-1914*. St. Pet., 1914, 467 p.



publie les procès verbaux des séances des assemblées de district : l'année 1903 a été « chaude », comme en témoignent les nombreux incendies, ce qui entraîne déjà des craintes « écologiques » pour la conservation du patrimoine forestier.

La deuxième série d'ouvrages — environ 20 000 volumes — d'études, d'enquêtes et de statistiques, comprend trois catégories, de caractère et de valeur inégaux :

1. Des travaux de statisticiens sur les méthodes de collecte, les classifications des données qui nous éclairent sur les préoccupations de ce milieu professionnel. Sous l'impulsion de différentes associations, le personnel spécialisé des zemstva a peu à peu affiné ses méthodes, précisé ses questionnaires et cherché à coordonner ses efforts à l'occasion de huit congrès « ad hoc » entre 1890 et 1913 (A. Fortunatov, *Itogi soveščanij, po voprosam zemskoj statistiki, Trudy Imperatorskogo Vol'nogo Ekonomičeskogo obščestva*, vol. VI, 1900) du même : *Obščij obzor zemskoj statistiki krest'janskoj hozjajstva*, 1892, t.1 (B.D.I.C. O 20249).

L'historien peut y puiser des indications sur les mentalités et les orientations politiques du « Tiers-Etat » (*Tretij Element*), ce vivier où se recrutait aussi bien les libéraux du futur parti Kadet que les supporters des socialistes révolutionnaires (V. Korolenko, *Tretij element, Russkoe Bogatstvo*, n° 7, 1913, p. 266). Les statisticiens des zemstva auront trois de leurs collègues élus à la Douma. Leurs travaux seront utilisés après la Révolution pour alimenter les débats au sein de l'administration entre agronomes de l'école « organisationnelle » et « agrariens marxistes ». (V.M. Nemčinov, *Opyt klassifikacii Krest'janskih hozjajstv, Vestnik C.S.U. Statistiki*, n° 1, 1928). Une grande partie de ce personnel se trouvera intégrée dans les différents rouages de l'appareil soviétique et tout naturellement au C.S.U. (la Direction centrale de la Statistique). P.I. Popov, qui dirigea dès sa création la section statistique du V.S.N.H. et deviendra ensuite directeur du C.S.U. a fait toute sa carrière dans l'administration des zemstva. Nous lui devons en particulier une enquête sur les budgets paysans de la province de Toula 1911-1914. Sur le contenu et la méthodologie de ces enquêtes, le lecteur de la B.D.I.C. peut se reporter à N.A. Blagoveščenskij, *Svodnyj Statist. sbornik hoz svedenij po zemskim perepisjam*, M. 1893 (Q. 3734) et N. Korenevskaja, *Bjudgetnye obsledovanija krest'janskih hozjajstv dorevoljucionnoj Rossii*, M., 1954, 154 p.

2. Le second groupe comprend les *podvornye perepisi*, le recensement par famille des budgets paysans d'un district donné pour une année donnée. Quelque 11.500 budgets ont ainsi fait l'objet d'une enquête entre 1870 et 1914. Jusqu'en 1885, ces enquêtes n'étaient pas très détaillées car elles regroupaient les familles sur une même liste pour tout un village. Les questionnaires sont devenus beaucoup plus détaillés et intéressants lorsqu'on a adopté des fiches séparées pour chaque famille. La première à inaugurer cette méthode est F.A. Ščerbina du zemstvo de Voronež (1885-1896), enquêtes regroupées ensuite sous le titre *Krest'janskije bjudgety*, Voronež, 1900, 717 p. — disponible à la Bibliothèque de Bavière à Munich, 8 CAM-263 m — et *Materjal povtorn, perepisi krest.hoz. Voronež.gub.1900*, 1903, 604 p., disponible au B.I.T. à Genève. Cette enquête a retenu l'attention des historiens soviétiques et avant eux de Lénine, parce qu'elle s'est efforcée de classer les familles en fonction de l'importance du cheptel. La possession ou non d'un cheval ou de plusieurs chevaux sera le critère adopté par Lénine pour analyser la différenciation sociale au sein de la paysannerie. La B.D.I.C. offre par ailleurs huit volumes de *Sbornik statisticeskih svedenij po Voronežskoj gub* (1884 à 1897).

Deux autres enquêtes de ce type retiennent l'attention : d'une part, celle de Kaluga dans les mêmes années 1896-1897 par l'ampleur de l'investigation qui a porté sur 2 417 budgets de famille, soit 5,5 % du total des foyers paysans de cette province ; d'autre part, l'enquête de Penza effectuée



№ 1.

МЕМОРИА О ЗАСѢДАНІИ СОЕДИНЕННАГО ПРИСУТСТВІЯ ДЕПАРТАМЕНТОВЪ, ЗАКОНОВЪ И ГОСУДАРСТВЕННОЙ ЭКОНОМІИ ДЛЯ РАЗСМОТРѢНІЯ ПРОЕКТА ПОЛОЖЕНІЯ О ЗЕМСКІХЪ УЧРЕЖДЕНІЯХЪ.

Засѣданіе 1 Юля 1863 года.

Присутствовали:

Предсѣдатель Князь П. П. Гагаринъ.

Члены Департамента Законовъ.	Члены Департамента Экономіи.	Приглашенные члены.
М. Г. Хомутовъ. Бар. М. А. Корфъ.	Н. Ф. Мѣтинъ. Е. П. Ковалевскій. П. А. Мухановъ.	Гр. В. Ф. Адлербергъ. Гр. В. Н. Панинъ. Кн. В. А. Долгоруковъ. Н. И. Бахтинъ. Кн. А. А. Суворовъ-Рымникскій. И. М. Толстой. Д. А. Милютинъ. А. А. Зеленой. П. А. Валчевъ. М. Х. Рейтеръ. П. П. Мельниковъ. В. А. Татаринъ.

Сверхъ того находившеся въ засѣданіи, приглашенные на основаніи ст. 12. Учреж. Государ. Сов., Губернскіе Предводители Дворянства С.-Петербургскій и Московскій и Городскіе Головы С.-Петербургскій и Московскій.

en 1913 (mais les résultats ne seront publiés qu'en 1923), parce qu'elle tient compte des préoccupations « organisationnelles » des agronomes des zemstva en posant des questions sur l'organisation des activités de l'exploitation familiale. Malheureusement les bibliothèques soviétiques gardent jalousement ces matériaux et préfèrent échanger les annuaires portant sur les statistiques courantes.

Un bon inventaire des études de budgets a été dressé par les Z.M. et M.A. Svavitskii, *Zemskie podvornye perepisi 1880-1913*, izdat. C.S.U. SSSR, Moscou, 1926 (B.N. 4° R 7956). La B.D.I.C. possède deux intéressants recensements des budgets par famille de la province de Viatka en 1896 et dans la province de Samara en 1913.

3. Le troisième groupe de recueils comprend les annuaires de statistiques courantes (*tekuščaja sel'sko-hoz.statistika*) sur la météorologie, les superficies cultivées, l'état des récoltes, l'évolution du cheptel, les prix agricoles locaux, les salaires des ouvriers saisonniers, le nombre de passeports délivrés, etc. La valeur, le nombre et la périodicité de ces statistiques ou de ces études varient considérablement d'un zemstvo à l'autre. Les plus prolifiques sont ceux où domine une noblesse provinciale libérale, et donc favorable à ces travaux : comme dans le gouvernement de Moscou, Nižnij Novgorod, Smolensk. A l'opposé, on classe les zemstva « conservatrices » comme celui de Poltava (le directeur des statistiques A. Rusov a été exilé après les désordres agraires de 1902) ou de Samara, épuré sur l'ordre du ministère de l'Intérieur en 1888.

Ces matériaux sont loin de constituer un capital mort, et pour ceux qui cherchent des matériaux « au ras du sol », au niveau des réalités quotidiennes et régionales du monde rural russe avant la Révolution, la B.D.I.C. offre de quoi les satisfaire. Pour s'orienter dans ce maquis, on consultera au préalable l'irremplaçable bibliographie de V.N. Grigoriev qui porte sur le contenu matière de 3 432 recueils ou a-



nuaires : *Predmetnyi ukazatel materialov v zemsko-statističeskikh trudah s 1860-1917*, Tome I, Moscou, 1926, 334 p. et Tome II, Moscou, 1927, 375 p. (disponibles à la Bibliothèque du Centre d'études sur l'URSS, l'Europe Orientale et le domaine turc de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales).

Parmi les annuaires disponibles à la B.D.I.C., nous avons sélectionné quelques recueils qui méritent attention :

a) ceux qui offrent des données sur longue ou moyenne période pour permettre de dégager la dynamique des phénomènes économiques : ainsi, pour le gouvernement d'Orel (*Sbornik Statističeskikh svedenij* de 1889, 1894 et 1915), Nižnj-Novgorod 1894-96, 1900-1903 et 1914-1915, Petrograd 1905-1908 et 1914, Moscou 1892 à 1915 (11 volumes) Perm 1898-1906. Quelquefois, un seul annuaire donne une série sur une longue période comme celui de Saratov en 1892 qui publie trente années d'évolution démographique (1860-1890) et d'élevage.

b) ceux qui fournissent des indications sur les populations : la composition des familles, le calendrier des activités, le niveau d'alphabétisation, la mortalité, la morbidité, les divorces, l'habitat, etc. (*Sbornik materjalov po ocenke zemel' Vjatskoj gub.* Tome 1, Vjatskij uezd, Vypusk 2, opisanie krest'janskogo hozjajstva, čast' I, Vjatka 1904). Dans cette province, il est possible d'analyser les progrès de l'alphabétisation de 1870 à 1900. Les annuaires de la province de Moscou sont particulièrement intéressants sur ce chapitre (voir B.D.I.C. O.20242).

Signalons aussi dans cette catégorie l'annuaire du gouvernement de Saratov déjà cité (Volskij uezd, tome 7, čast' 2, 1892) qui aborde le domaine rarement traité des minorités ethniques, notamment la distribution de la propriété communale, l'évolution démographique, le niveau d'alphabétisation en fonction de ce critère.

Dans les récentes acquisitions de la B.D.I.C. figurent les annuaires de la propriété foncière dans les gouvernements de Kovno (Vypusk 29, *Statistika zemlevladienija*, 1906) et de Vilno (Vypusk 34, op. cit. 1906), deux régions particulièrement vivantes dans l'histoire des communautés juives achkenazi, dominées autrefois par une noblesse terrienne polonaise. Elles n'étaient pas administrées par les zemstva car le pouvoir central craignait une emprise possible de cette

noblesse catholique sur la paysannerie russe.

Sans doute l'exploitation de ce capital se heurte à des difficultés qui tiennent aux concepts, aux classifications adoptées à l'époque et qui ne répondent ni d'une façon adéquate ni uniforme aux interrogations des historiens d'aujourd'hui. Il faut donc faire preuve d'imagination et ne pas se contenter naïvement d'exploiter les données brutes souvent rébarbatives. Ceux qui sont en outre formés aux disciplines de recherches quantitatives, voire à l'informatique, pourront exercer ici leurs talents. Il serait prétentieux de vouloir cerner tout le champ possible de la recherche, puisque par définition la recherche n'a d'autres limites que celle de notre curiosité. Mes suggestions sont donc purement indicatives et subjectives. Je distinguerai trois domaines qui recourent des questions encore controversées aujourd'hui :

1. Les relations entre la démographie des populations paysannes russes avant la Révolution et le régime des terres. Certains faisaient valoir que le régime communal avait pour effet d'inciter la paysannerie à accroître les naissances pour bénéficier au prochain partage d'une part plus étendue. Ce premier point pourrait être éclairé par des études régionales qui feraient apparaître s'il y a ou non une corrélation entre la croissance démographique et le régime foncier. (Dorothy Atkinson, *The End of the Russian Land commune 1905-1930*. Stanford University Press, 1983, ouvre la voie sur cette piste). Un second point serait de vérifier les hypothèses de l'école de Čajanov sur les relations entre le cycle de la famille dans le temps de ses avancées et ses reculs dans l'espace ; autrement dit, l'étendue cultivée est-elle en corrélation avec le nombre de personnes au foyer ? (cf. notre étude sur A.V. Čajanov in *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. V, n° 4, p. 411-460).

2. Le problème de la paupérisation croissante de la paysannerie russe, notamment dans le Centre (thèse de l'historiographie soviétique), et les mouvements en sens contraire qui dénotent des revenus suffisants pour racheter, entre 1870 et 1900, près de la moitié des terres arables de la noblesse et pour alimenter d'une façon substantielle le budget de l'État grâce à la consommation croissante d'alcool, méritent examen. Y a-t-il ou non corrélation, au niveau des régions, entre les mutations de la propriété foncière au profit des communes et l'accroissement de la dette envers le fisc ? Dans l'affirmative, on pourrait en déduire que l'arriéré d'impôts est dans certains cas le signe non pas d'un appauvrissement, mais au contraire de la capacité de résistance des communautés paysannes face au pouvoir.

3. Les problèmes de relations villes/campagnes qui ont déjà attiré l'attention des historiens des Révolutions russes (F.X. Coquin pour celle de 1905, Marc Ferro pour 1917) et de l'histoire des idées mériteraient d'être étendus à l'histoire de la culture populaire. L'annuaire sur le district de Vol'sk, Gouvernement de Saratov, met en relief les relations entre niveau des revenus et alphabétisation, entre éducation et éloignement de la ville. Il serait intéressant de poursuivre dans ce sens en s'interrogeant sur les corrélations entre le niveau culturel du village ou de l'uezd et l'intensité des flux migratoires saisonniers qui les relient à la ville. Les rapports entre l'*othodničestvo* et le développement des désordres agraires ou l'émergence d'un mouvement paysan ne sont évidemment plus à démontrer.

L'Histoire n'existe que par les questions qu'on lui pose. Toutefois, les possibilités de réponses sont aussi fonction de nos outils et si les publications des zemstva dorment encore, c'est qu'elles attendaient la fée informatique pour les réveiller. Je conclurai que la B.D.I.C. ne se contente pas de nous conserver les richesses du passé, elle collectionne aussi et surtout pour l'avenir ; elle prépare d'ores et déjà, en complétant ses trésors sur le monde rural de la Russie, le pain des historiens des prochaines décennies.

Basile Kerblay

## ПРОЕКТЪ ПОЛОЖЕНІЯ

О ГУБЕРНСКИХЪ И УЪЗДНЫХЪ ЗЕМСКИХЪ  
УЧРЕЖДЕНІЯХЪ.

### ГЛАВА ПЕРВАЯ

#### Положенія общія.

Ст. 1. Для завѣдыванія дѣлами, относящимися къ мѣстнымъ хозяйственнымъ пользамъ и нуждамъ каждой губерніи и cadaго уѣзда, образуются губернскія и уѣздныя земскія учрежденія, составъ и порядокъ дѣйствія коихъ опредѣляются настоящимъ Положеніемъ.

2. Дѣла, подлежащія вѣдѣнію земскихъ учрежденій, въ губерніи или уѣздѣ по принадлежности, суть:



# LA B.D.I.C. DANS MA CARRIÈRE UNIVERSITAIRE

La BDIC a été le grand événement de ma carrière universitaire à partir du moment où je suis venu à Paris pour la première fois, il y a bientôt vingt ans, pour faire ma thèse de doctorat à la Sorbonne. C'est le professeur Basile Kerblay, l'éminent historien de la Russie, qui en nota pour moi l'adresse, et bien vite je me retrouvai dans les locaux exigus mais si sympathiques de la rue Auguste Vacquerie, pour ne plus les quitter. Je devins « dingue » de cette bibliothèque — et cette expression familière, qu'on emploie rarement dans le domaine de la recherche intellectuelle, convient ici parfaitement. Par la suite, j'ai travaillé et vécu en Grande-Bretagne et aux États-Unis, et j'ai fréquenté les bibliothèques de ces pays et de bien d'autres — Pays-Bas et Allemagne notamment —, mais au fur et à mesure que mes recherches et mes intérêts se développaient vers une direction multidisciplinaire et une approche comparée, la BDIC me devenait plus indispensable encore. Tout se passait comme si cette bibliothèque avait été fabriquée tout exprès pour favoriser les progrès de la recherche dans de nombreux domaines d'étude propres au XX<sup>ème</sup> siècle, comme si ses rouages s'adaptaient parfaitement à un traitement approfondi et moderne de notre environnement international.

D'abord le personnel, les catalogues ensuite, le cadre et l'emplacement enfin, tout concourait à créer ce qui est certainement le rêve du chercheur — tout comme celui du débutant. Il va sans dire que j'envoyai souvent les étudiants de divers pays qui venaient me consulter commencer leur apprentissage à la BDIC. Invariablement, j'ai reçu d'eux cartes ou coups de fil me remerciant et m'exprimant leur reconnaissance pour les y avoir envoyés (comme j'étais moi-même reconnaissant envers Kerblay). Les comptes rendus les plus élogieux allaient toujours au personnel. Il se peut que les étudiants et les collègues parisiens qui sont moins familiarisés avec les bibliothèques étrangères ne se rendent pas compte de la qualité et de la compétence de ces bibliothécaires, ou de l'utilité des catalogues. Pour quelqu'un comme moi, qui ai passé de nombreux mois à la Library of Congress, à la New York Public Library, au British Museum, les avantages de la BDIC sont évidents. C'est le catalogue-matières qui est ici d'une importance extrême. Qui-conque essaie de rechercher au British Museum ce que cette grande bibliothèque possède sur un sujet précis, se rend compte immédiatement de la valeur de l'outil de travail que constitue la BDIC. Quand je ne possédais pas le titre précis, il me fallait recourir à toutes sortes de stratagèmes pour essayer de localiser ce que possédaient les Anglais — et pourtant, ils étaient très riches. Et cependant, c'est bien un aspect essentiel de la formation et des services à rendre aux jeunes chercheurs, comme d'ailleurs à chaque niveau de la recherche universitaire que d'apprendre ce que sont la bibliographie et les sources correspondant au sujet choisi, qui les a précédés dans cette voie, quelles sont les aides bibliographiques disponibles. Mais le chercheur, débutant ou confirmé, peut résoudre la plupart de ces problèmes bien souvent en passant simplement quelques heures dans la salle des catalogues, au besoin avec l'aide d'un bibliothécaire spécialisé. Si on s'intéresse, par exemple, à la législation du travail en Russie pour une période donnée, il suffit de quelques dextérité et voici que sortent les titres des bibliographies corres-

pondantes, puis les périodiques, puis les études d'ensemble et enfin les rubriques spécialisées, tout cela au bout des doigts. Et si une comparaison avec le Japon ou l'Allemagne s'avère nécessaire, c'est facile...

On se demande pourquoi mentionner de telles choses, alors que d'autres bibliothèques ont, elles aussi, des catalogues-matières. Cependant, en fait, dans la plupart des cas, ou bien tout cela est moins bien agencé, ou encore seule une partie des matériaux est répertoriée, ou même on n'a pas encore commencé vraiment à le faire. La plupart des étudiants n'ont pas à leur disposition les facilités adéquates pour localiser les documents et les trouver relativement aisément. En réalité, le plus souvent, ils n'acquièrent pas assez tôt, comme ils le devraient, l'indispensable habileté à maîtriser leurs sources rapidement, et ceci se vérifie même alors que leur thèse est déjà rédigée, et même agréée. Quand un étudiant commence l'approche d'un sujet, il devrait souvent débiter par une « étude de faisabilité ». Cela signifie une incursion préalable, relative à l'état du terrain, aux sources primaires et secondaires, et je ne pourrais mieux aider un étudiant qu'en l'envoyant à la BDIC. Soit dit en passant, je peux déclarer avec quelque fierté qu'il m'est possible de conseiller les étudiants dans beaucoup de domaines, et de maîtriser moi-même les sources primaires de nombreux sujets de recherche. Le lecteur a deviné aisément maintenant le secret : quand j'ai commencé mes travaux, rue Vacquerie, la première chose à faire était de lire de bout en bout son catalogue relatif à l'URSS. Ce fut laborieux — mais cela me fournit une bonne base. C'est sur cette base que je choisis aussi mon sujet de doctorat et décidai de sa « faisabilité ». Ce doctorat et le livre qui suivit ont été entièrement écrits à partir des ressources offertes par la BDIC.

La « Documentation », mot qui figure dans le nom de la bibliothèque, est vraiment sa marque de fabrique. Il est de plus grandes bibliothèques, et aussi de vraies géantes comme la Library of Congress, la Bibliothèque nationale, etc. Mais ce sont des bibliothèques à vocation encyclopédique, alors que la BDIC se propose d'aider la recherche dans le domaine des relations internationales, et ceci requiert une politique plus spécialisée, plus spécifiquement orientée à la fois dans son organisation et ses acquisitions. Pour moi, en tout cas, une bibliothèque de recherche, cela signifie bien qu'ici mieux qu'ailleurs on peut définir un problème, le comparer avec d'autres similaires dans d'autres pays, repérer et maîtriser les matériaux de référence, s'instruire en matière de bibliographies, et de bibliographies de bibliographies, s'initier aux sources principales et aux monographies essentielles. On peut ensuite aller chercher ailleurs la masse des documents, si c'est nécessaire. Mais ici aussi la « masse » existe, pour quelques sujets-clefs : disons les deux guerres mondiales, ou la Russie, il y a matière à bien des thèses pour bien des gens, pour bien des années encore.

La BDIC est très connue dans le monde entier et hautement considérée. Mais elle devrait être encore mieux connue, étant donné que son importance ira croissant sans aucun doute, en particulier parce que les aspects internationaux de notre existence et l'étude des relations internationales, de



la guerre et de la paix, viennent au premier plan et au cœur d'une bonne partie des problèmes et des études contemporaines. Dans la perspective de cette tendance, qui est déjà notre présent et ne se situe pas seulement dans un lointain futur, un outil de travail comme la BDIC n'est pas suffisamment pourvu. Il faudrait plus de personnel. La limitation à la consultation de trois livres à la fois cause souvent une gêne là où elle ne devrait pas exister : l'opinion qu'on se fait des livres en jetant un coup d'œil rapide sur une grande quantité d'entre eux, la confrontation des différentes éditions d'un auteur ou de plusieurs sur un même sujet, l'examen rapide des collections de périodiques... Tout cela fait partie d'un rythme aisé de recherche, et les restrictions dans ce domaine nuisent vraiment à la classe de la bibliothèque.

Le dernier point qui a joué un rôle dans mon travail est le fonctionnement du « collègue invisible » — terme utilisé pour qualifier le rôle que les contacts informels jouent dans le jaillissement des idées. A la BDIC, plus facilement qu'ailleurs, un étudiant peut approcher un auteur confirmé dont il

est justement en train de lire le livre ; deux collègues travaillant dans le même domaine et qui ne s'étaient jamais rencontrés peuvent tomber l'un sur l'autre, et j'ai souvent observé ou vérifié moi-même ce fait. On peut aussi rencontrer quelqu'un qui vient juste d'écrire une critique virulente contre vous. Mais en ce cas, contrairement à l'époque d'Auguste Vacquerie où l'exiguïté contraignait les chercheurs à une proximité parfois plus grande que souhaitée, à Nanterre il y a assez d'espace pour s'enterrer dans les livres et ne remarquer que ce qui on veut bien remarquer...

Mais le « collègue invisible » gagnerait tellement plus si seulement se trouvait dans les parages un bistrot digne de ce nom — comme au bon vieux temps. Après tout, nous sommes en France, n'est-ce pas ?

Moshe Lewin  
Professeur d'histoire  
University of Pennsylvania  
Philadelphia, PA USA

## AUX ORIGINES DU FONDS RUSSE DE LA B.D.I.C. (1917-1939)

L'histoire d'un fonds est souvent intéressante : il n'est pas indifférent, pour un lecteur de la *Pravda*, de connaître les démarches et les efforts des bibliothécaires qui lui permettent de se livrer à cet exercice austère. Ayant eu la chance de feuilleter certains dossiers des archives de la BDIC, concernant l'histoire de son fonds russe, nous livrons ici quelques notations qui nous ont paru dignes d'intérêt, avec l'espoir que ce sondage impressionniste suscitera des études plus compétentes et systématiques.

Les communications entre la France et la Russie, déjà difficiles pendant la guerre, devinrent encore plus problématiques avec la Révolution. En témoigne cette lettre de Camille Bloch à l'ambassadeur Noulens à Petrograd (le 3 novembre 1917), lui demandant toute son aide pour combler les lacunes de la Bibliothèque. En réponse, Noulens charge un agent (qui ?) du service de propagande française en Russie de « réunir ce qu'il peut ».

Mais la solution fut surtout d'envoyer des missions, dont nous avons trouvé quelques traces. Celle d'André Mazon d'abord, qui devint plus tard président de l'Institut d'Études Slaves et membre de l'Institut. Avant tout mission du ministère des Affaires étrangères et seulement accessoirement du ministère de l'Instruction publique, elle fut décidée le 24 octobre 1917<sup>1</sup>.

En janvier 1918 (lettre du 15 février), à peine arrivé à Petrograd, Mazon part pour Helsinki, où il est chargé par Noulens d'organiser un bureau d'informations télégraphiques. Il propose alors à la Bibliothèque les services d'André Laronde, lecteur à l'Université de Petrograd. Désargenté, car ayant perdu son poste pendant la grève des fonctionnaires, Laronde possède une riche collection. Qu'on en juge : tous les quotidiens et journaux illustrés de Petrograd depuis le 1er mars jusqu'au 31 août 1917 (102 titres, près de 3000 numéros) ; 500 placards, affiches et tracts ; des pamphlets, des cartes postales, des brochures, des livres... Revenu à Petrograd, puis à Moscou en avril 1918, André Mazon en fait l'acquisition, après accord de la Bibliothèque (5000 francs,

sur les 6500 dépensés au total) et dresse un inventaire de sa propre moisson (lettre du 20 août) : journaux de 1917-18 pour Petrograd et Moscou (cédés par les services de presse français en Russie), brochures et affiches des principales organisations politiques (qui en ont fait don), affiches sortant des imprimeries soviétiques, 750 chromos de la guerre (sans doute des *louboks*), ouvrages des éditions Sytine et Makovski, publications des administrations « soviétistes »... Le tout fut entreposé dans 18 caisses, réparties un peu partout, en attendant d'être expédiées par un moyen que Mazon n'entrevoit pas encore.

Dans la même lettre, il exprime l'intention de quitter la Russie. Las ! La terreur rouge est proclamée à la fin du mois et Mazon est arrêté le 1er septembre, puis conduit en prison où il retrouve des compatriotes, dont l'industriel Pierre Darcy (qui y laissera sa vie), l'attaché militaire, le général Lavergne, le journaliste Ludovic Naudeau, le consul Grenard et bien d'autres Français et Britanniques<sup>2</sup>. Cette rude initiation aux mœurs de la Tchèque (« quand et pourquoi avez-vous été arrêté ? », lui demande le tchékiste chargé de son « dossier ») ne l'empêche pas de poursuivre son travail sur la langue russe, qui aboutira à une étude publiée plus tard par la Société de l'histoire de la guerre : « La langue russe pendant la guerre et la révolution ». Libéré le 10 décembre 1918, il quittera la Russie en février 1919. Quant aux précieuses caisses, elles arriveront à bon port au Havre,

1. Nombre de ces renseignements nous ont été aimablement communiqués par Monsieur Pierre Mazon, fils d'André Mazon.

2. Cf. André Mazon. Prisons russes, *La Revue de Paris*, XXVI, 12 (15 juin 1919), p. 683-705 et XXVI, 13 (1er juillet 1919), p. 107-133. Pierre Pascal (Mon journal de Russie, 1916-1918, l'Age d'Homme, 1975), rapporte l'inquiétude d'A. Mazon dans sa prison de Butyrki, au sujet de huit caisses de livres entreposées à l'École française de filles, et le souhait (rapporte ironiquement Pascal), « que le gouvernement des Soviets se convainque qu'il n'est qu'un bibliothécaire inoffensif ».



enrichies, semble-t-il, du trésor Laronde, puisqu'on en compta quarante en tout; d'après les souvenirs de Monsieur Pierre Mazon.

Presque aussi mouvementée fut la mission d'Amour-Auguste-Louis-Joseph Berthelot, baron de Baye. Archéologue distingué, il avait effectué une série de voyages d'études en Russie, surtout dans le Caucase, décrits dans des ouvrages publiés entre 1896 et 1912. Depuis 1911, il s'était fixé à Moscou, comme membre honoraire du Musée historique de la même ville et du comité russe du Musée de 1812. Pendant la guerre, il publia, en russe et en français, des brochures défendant la cause des Alliés, fut chargé de mission au ministère de l'Instruction publique et correspondant de la Bibliothèque à Moscou.

En 1918, son moral est au plus bas. Lettre du 29 mars : « Ici, on est tellement déprimé par la situation matérielle du pays que l'on ne comprend pas l'idée de rassembler des souvenirs de cette maudite période ». Ce qui ne l'empêche pas d'envoyer journaux, tracts, livres, brochures, affiches et aussi cartes postales comme celle que nous reproduisons ici, du 23 janvier (5 février) 1918, accompagnant un envoi d'affiches avec cette remarque : « En voici quelques-unes (affiches) que j'ai moi-même enlevées des murs, au risque de me faire arrêter. C'est le seul moyen d'avoir des imprimés qui seront de grande rareté ».

Arrêté, il l'est en effet le 5 août, mais en sa « qualité de citoyen français ». Relâché le lendemain sur l'intervention du directeur du Musée historique, il multiplie les envois (nous en avons recensé treize, entre le 3 août et le 30 septembre), assortis de demandes de rapatriement et de questions pressantes sur la bonne réception des documents : « ... Nos consuls sont détenus. La situation des Français à Moscou est très critique. Le gouvernement des Soviets fait tout au monde pour nuire à nos nationaux. Ce sont les émotions ininterrompues et trop vives qui ont éprouvé ma santé. Le vieil ami de la Russie que je suis souffre de voir ce pays que j'étudie depuis 35 ans, en proie à l'anarchie, à la guerre civile et à la famine. Veuillez m'excuser du décousu de ces lignes tracées dans mon lit et agréées... ». Suit un curieux *post-scriptum* : « Se vante-t-on en France de l'état calamiteux de la Russie ? » (lettre du 16 septembre).

Ces appels au secours, évidemment sans lendemain, étaient ponctués de références concernant sa mission : « Ci-joint une série de documents fort intéressants, rassemblés difficilement » (24 août). « ... Grâce à mes relations, j'ai pu me procurer des documents » (30 septembre). En octobre, il dépose une partie de ses trésors au consulat du Danemark, dont on sait le rôle important qu'il joua pour protéger les ressortissants français et britanniques. Son départ pour la France date probablement du même moment.

La rupture des relations avec la Russie bolchevoïque n'empêche pas les missions de se poursuivre. A preuve cet argent (1000 francs chacun) envoyé aux trois chefs des missions militaires françaises en Russie qui, il est vrai, étaient loin de Moscou-la-rouge : les généraux Mangin (Russie méridionale), Janin (Sibérie) et Etiévant (Pays baltes). En 1920, le commandant Etiévant, frère du précédent qui le recommanda, fit également œuvre utile à Sébastopol.

Mais des civils purent aussi verser leur obole, tel Wilfrid Lerat, chef de la section orientale de la Bibliothèque (Finlande, Pays baltes et Pologne, 1921), ou Madame Lalanne, également de la bibliothèque, à Helsinki encore, en août 1923 : Helsinki demeura en effet jusqu'au début des années vingt ce déversoir naturel des courants migratoires russes, annexe nécessaire de la vie pétrogradoise, qu'elle avait été sous l'Ancien régime.

Le dossier concernant la mission d'Alfred Fichelle, en 1921, en Russie, montre le soin qui présidait au choix des missionnaires : professeur à l'Institut français de Petrograd

et professeur de lettres à Lille (plus tard à l'École des langues orientales), il possédait toutes les qualités requises car, disait le rapport, « il connaît bien notre fonds russe et (...) il est resté lui-même en Russie pendant un certain temps sous le régime bolchéviste ». Qui plus est, il faisait partie d'une mission du B.I.T.

## ПОЛИТИЧЕСКАЯ ПИРАМИДА.



1. Царь. „Я надъ всеми царствую“. 2. Министры. „Мы всеми управляемъ“. 3. Попы. „Мы за всехъ молимся“. 4. Буржуи. „Мы всемъ наслаждаемъ“. 5. Пролетарии. „Мы за всехъ работаемъ.“

Carte postale du baron de Baye, éditée probablement sous le Gouvernement provisoire. Il s'agit de la reproduction d'une « Pyramide politique », image de l'Ancien régime. Elle prolonge une tradition de « pyramides » de ce genre, dont la première fut dessinée par N.I. Lohov en 1901, pour les sociaux-démocrates, et reprise ensuite en 1905. Dans la pyramide reproduite ici, un « étage » d'« explorateurs » a disparu : l'armée, ce qui est significatif en 1917. En outre, la légende est moins violente que dans la tradition antérieure :

1. **Le Tsar** : « Je règne sur tous ». 2. **Les ministres** : « Nous gouvernons sur tous ». 3. **Les popes** : « Nous prions pour tous ». 4. **Les bourgeois** : « Nous jouissons de tout ». 5. **Les prolétaires** : « Nous travaillons pour tous ».

Au début des années 1920, la Bibliothèque comptait des lacunes importantes que nous trouvons recensées dans un projet de mission non daté (entre 1922 et 1924, croyons-nous). Pour la période de 1914-1917, on disposait déjà de collections complètes de grands quotidiens comme *Novoe Vremja*, *Reč*, *Russkoe slovo*, *Russkie vedomosti*. Il manquait par contre les publications officielles des ministères, les comptes rendus de la Douma, du Conseil de l'Empire, les publications des Zemstvos, etc. Pour la période 1917-1919, la documentation était complète, grâce, disait le rapport, aux bureaux de presse français de Petrograd et de Moscou. Mais



de 1919 à 1921, des lacunes dépréciaient les collections de la *Pravda*, des *Izvestia*, des bulletins des commissariats du peuple. En outre, il fallait prolonger l'effort au-delà de 1920. Pareille mission n'était pas chose facile. Les formalités demandaient un minimum de deux mois ; quant à l'emballage, au transport des colis et à leur sortie, c'étaient là des problèmes dignes du talent d'Arsène Lupin. Cette mission eut-elle lieu et quand ?

La correspondance suivie par la Bibliothèque au cours des années 1920 témoigne des efforts extraordinaires qu'elle déploya pour « boucher les trous ». Ce fut une chasse patiente où la moindre offre d'échange était recherchée, avec les mêmes questions lancinantes en *leitmotive* : pouvez-vous nous envoyer les comptes rendus de la IV<sup>ème</sup> Douma, tel numéro de la *Pravda*, telles années du Bulletin Officiel (*Pravitel'stvennyj vestnik*) ?... Après la reprise des relations diplomatiques, il est vrai, les contacts devinrent plus faciles. Avec l'Académie des Sciences par exemple (1926 ?) ou l'Académie communiste (1927 ?). Les relations personnelles étaient mises à profit : en 1926, un employé de la bibliothèque de l'Académie des Sciences de Leningrad lut un article du *Temps* concernant la Bibliothèque : il écrivit aussitôt à Paul Fontana, lui proposant des échanges.

En 1928, la Bibliothèque lance un appel aux principaux organismes officiels d'URSS. Nous en avons compté 23, dont les commissariats du peuple (même ceux des postes et des voies de communication), le Komsomol, la direction des syndicats et, rien de moins, le secrétaire général du Parti communiste. Cet appel fut renouvelé en 1929 avec un succès inégal. On frappait véritablement à toutes les portes. Camille Bloch s'adresse en décembre 1925 à l'ambassade soviétique, toujours pour trouver des numéros manquants de la *Pravda* et des *Izvestia*, tout en se recommandant de son ami, l'historien soviétique Tarlé. La tactique couramment employée était de viser au plus haut et de couvrir les lettres de signatures prestigieuses. Dans les cas désespérés, on pouvait aussi s'adresser à l'ambassade de France à Moscou (lettre à Jean Herbertte, ambassadeur, de mars 1929).

D'autres échanges étaient plus naturels, par exemple avec la Bibliothèque Lénine de Moscou et son homologue de Leningrad (1933 ?), la Direction des archives, l'Institut Marx et Engels de Moscou (1936)... Et aussi la Société des Relations culturelles entre l'URSS et l'étranger (VOKS). Dans une lettre du 28 mai 1935, Pierre Renouvin remercie A. Aroseff, président de cette Société, pour les cinq photographies (de dirigeants ?) qu'il a envoyées à la bibliothèque : « Quel plaisir vous me faites ! Et que je vous remercie ! » Et d'ajouter en toute innocence : « Dois-je l'avouer ? (mes vœux) ne seront complètement exaucés que si, à côté de ces photographies, d'autres, un jour, pouvaient prendre place dans nos collections... ». Puis vient la liste, que nous citons pêle-mêle : Zinoviev, Kamenev, Radek, Lounatcharski... Ce souhait est assorti de considérations plus générales sur l'utilité des échanges culturels. Dans sa réponse, le camarade Aroseff se répand en protestations d'amitié et annonce, à l'appui de « ces mêmes grands buts culturels que nous poursuivons », l'envoi de « matériaux et de documents sur la culture soviétique », principalement en langue française, évidemment,... et pas un mot sur les portraits.

Mais la Bibliothèque ne limitait pas ses échanges aux organismes officiels. Nous avons découvert ainsi deux corres-

pondances particulièrement curieuses. La première (1932-1936), avec un nommé I.L.F., collectionneur, qui offre de vendre le reste de ses richesses. Comme on s'en doute, une telle opération n'est guère aisée à l'époque. La BDIC devait verser des dollars à la Banque commerciale de l'Europe du Nord (déjà elle), qui elle-même les reverserait au « magasin de commerce étranger » (Torgsin) de Tbilissi, où I.L.F. venait retirer « habits, chaussures et autres produits qui sont nécessaires pour moi et ma famille ». Il faut croire que sa misère était grande puisque le 30 juillet 1932, il envoie des journaux locaux pour un dollar, qu'il demande de faire parvenir en toute hâte. Mais en mars 1936, il renonce définitivement à ces opérations : « Avec la fermeture du Torgsin, j'ai perdu les trois tiers (sic !) de leur valeur (il s'agit de 16 roubles que la BDIC lui devait), (...). Le taux de change des devises étrangères est désormais de 3 francs pour 1 rouble. J'ai donné toutes mes collections au gouvernement de ma Géorgie natale ensoleillée... », lequel gouvernement lui attribue une pension.

La seconde correspondance, encore plus pathétique, émane d'un professeur de l'Université d'Oufa nommé A.S. (...) qui, sans doute, a écrit à Renouvin et reçu de lui plusieurs ouvrages, dont les siens. Voici sa lettre du 6 juin 1934, dans l'orthographe originale : « Je ne peu pas trouver les mots pour exprimer mes remerciements, très honorée Monsieur, pour Votre amabilité. Dans notre position ici, loin des pays civilisés, chaque signe d'attention de part des hommes intellectuelles des pays libres est déjà une grande satisfaction morale. Votre appui pour nos études ici sur l'histoire de la guerre est surtout encourageant, car l'expédition d'argent de Russie à l'étranger est complètement suspendu et nous pouvons seulement lire les catalogues de bons livres et d'intéressants éditions sans espoir d'obtenir les livres mêmes. Je vous remercie infiniment pour les livres expédiés surtout pour Vos éditions et pour l'œuvre du Maréchal Pétain sur la bataille de Verdun... ».

Le professeur propose, à titre d'échange, l'envoi d'ouvrages soviétiques et sur les conseils de Madame Dumesnil, la BDIC lui demande des publications locales, toujours très difficiles à obtenir. Mais la lettre suivante est postée à Krasnodar (3 janvier 1935) : « ... je devée, cause des persécutions des vieux professeurs, quitter mon domicile à Ufa et seulement maintenant je me suis fixé à l'adresse nouvelle ci-dessus (une boîte postale) ... ». Suit une nouvelle liste d'ouvrages demandés. Mais l'échange ne s'opère pas très bien. Le professeur reçoit bien le *Temps*, auquel la Bibliothèque l'a abonné, mais point *Espionnage* de Max Runge (Payot). « En avenir, écrit-il en avril 1936, je ne demanderai plus les livres « gênants », comme par exemple sur l'espionnage, etc., mais plus « paisibles »... ». Pourtant, d'avenir il n'y en eut point car la même année, la lettre de la BDIC, retournée à l'envoyeur, porte la mention « Décédé ».

Ces quelques excursions dans la correspondance de la BDIC illustrent on ne peut mieux les difficultés auxquelles se heurtaient et continuent souvent à se heurter les bibliothécaires du service russe. Elles illustrent encore davantage, nous semble-t-il, la compétence, le dévouement, l'acharnement qu'il leur fallut pour mettre sur pied les collections de la période 1917-1939.

Wladimir Berelowitch

#### LA LETTRE DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA BDIC & DU MUSÉE

Abonnement : 30 F  
Prix du numéro : 8 F

Composition, mise en page : *Germinal* (340.01.56) - Impression : Université Nanterre  
Directeur de publication : Stéphane Courtois - CPAPP : nouvelle demande en cours



# LES RICHESSES INEXPLOITÉES DE LA B.D.I.C.

En 1974 ou 1975, lorsque je travaillais aux derniers chapitres de mon « Histoire de l'antisémitisme », mon attention fut attirée à la BDIC sur une série de cartons non inventoriés, entreposés dans le bâtiment de la « tour ». Si mes souvenirs sont exacts, on m'avait dit à l'époque qu'il s'agissait d'archives du Bureau d'étude de presse étrangère du ministère des Affaires étrangères. Pour l'essentiel, ces cartons contenaient des coupures de presse européenne de toute provenance. Je passai quelques jours à examiner celles qui provenaient de la Russie de 1917. Certaines d'entre elles, surtout lorsqu'elles dataient du lendemain du soulèvement spontané pro-bolchévik du début juillet 1917, reflétaient l'adhésion des « Centuries Noires » à l'appel de Lénine pour une paix immédiate. C'est ainsi qu'un entrefilet de leur nouvel organe *Groza* décrivait les événements en ces termes :

« Les travailleurs et les soldats de la capitale ont passé en revue leurs forces au cours de la manifestation anti-capitaliste du 18 juin, dans l'intention de mettre fin à la guerre et de remplacer les ministres d'origine bourgeoise et marchande par des ministres issus de leur propre milieu. Les Juifs ont tenté de s'y opposer en soutenant les capitalistes et en réclamant la poursuite de la guerre. Les ouvriers et les soldats se sont précipités sur les Juifs, les ont roués de coups et ont déchiré leurs drapeaux ».

Des perquisitions opérées sur l'ordre du gouvernement Kerenski dans le palais Kchesinski où siégeait l'état-major bolchévik, mettaient à jour, aux termes des communiqués officiels, des stocks de littérature antisémite, des cartes postales représentant des meurtres rituels et des cartes de membres de « l'Union du Peuple Russe » (25 juin/8 juillet 1917).

Compte tenu de ce que des éléments russes d'extrême-droite furent dès août 1914 les principaux adversaires de l'entrée de la Russie dans la guerre, le phénomène n'aurait pas de quoi surprendre. Mais si les mémoires des ambassadeurs étrangers (M. Paléologue, M. Buchanan, J.-T. Marye) et de nombreuses autres sources nous renseignent sur ce point, l'entrisme (comme on le dit de nos jours) des *tchernossotsentsy* n'a pas encore fait, que je sache, l'objet d'études sérieuses. Contrairement à son pendant inversé, lors de l'avènement du IIIème Reich, lorsque des communistes allemands se rallièrent en nombre au parti nazi. On croit d'ailleurs comprendre pourquoi il est passé inaperçu par l'historiographie occidentale : après la Révolution d'Octobre, les sources européennes, quelle qu'en soit la nature ou l'allégeance, ne tenaient pas à en faire publiquement état, puisque pour la droite, cette révolution était plus ou moins « juive », tandis que la gauche n'était pas encline à noircir les bolchéviks. La seule source complémentaire que je connaisse est assez vague : elle est constituée par les publications soviétiques des années 1920, traitant des procès engagés à l'époque, d'abord sur l'insistance personnelle de Lénine, contre les auteurs des manifestations ou de la propagande antisémite. Les coupables sont alors souvent décrits comme des anciens activistes qui auraient réussi à s'infiltrer dans le parti.

Sur la foi des recherches, ou plutôt des sondages, auxquels je me suis livré en 1975, il est évidemment impossible de tirer des conclusions tant soit peu précises sur l'envergure du phénomène en 1917, dans le cadre du gonflement rapide des effectifs du parti bolchévik. N'étant nullement un spécialiste de l'histoire de l'URSS, je m'abstiendrai de spéculations, dans une perspective de slavisant, ou de kremlinologue. Par ailleurs, peut-être les nombreux cartons en question sont-ils susceptibles de livrer de tout autres révélations...

Récemment, j'ai pu constater, avec l'amicale aide de Wladimir Berelowitch — et sans le moindre étonnement, connaissant la modicité des crédits dont dispose la BDIC — que les cartons se trouvent toujours à la même place, et dans le même état. Un rapide sondage s'est révélé fructueux : témoin cet article de la *Rousskaïa Volia* du 19.7 (2.8) 1917 :

« On apprend de source bien informée que les récentes arrestations du médecin tibétain Badmaïev, de l'ancien rédacteur de la « Zemchtchina » Glinka-Iantchevski, de la mère de l'éditeur du « Vletché » cent-noir de Moscou, ainsi que les scellés mis sur l'imprimerie des Pesski et la perquisition dans la librairie de la rue Pouchkine sont étroitement liés entre eux.

« On a découvert toute une organisation cent-noire, dite « La Sainte-Russie », dont faisaient partie toutes les personnes arrêtées. Leur organe était le journal *Groza*, qui paraît depuis le mois d'avril, et qui était diffusé parmi les troupes, surtout sur le front de Roumanie. Ce journal cherchait à démoraliser l'armée, en démontrant que les Juifs insistent sur la poursuite de la guerre, que seul le tsar peut assurer à la Russie la paix et le pain, que les Anglais et les Français sont les ennemis de la Russie, qu'il importe de conclure la paix à tout prix, etc.

« Le journal *Groza* était distribué par « La Librairie russe » de la rue Pouchkine. Pour la forme, cette librairie vendait surtout des ouvrages sur la question sexuelle ; mais elle gardait sous les comptoirs des balles de la *Groza* et d'autres journaux cent-noirs qu'elle remettait à tous les visiteurs qui lui paraissaient sûrs. On a aussi trouvé au cours de la perquisition une lettre polycopiée à l'adresse des soldats et le texte d'un appel aux cosaques.

« La perquisition dans la maison de Badmaïev a donné d'importants résultats. On a établi que de concert avec Linka-Iantchevski, il préparait la publication d'un grand journal qui devait porter le titre de *Le socialiste*.

« Au même endroit, on put trouver des preuves de ce que nombre d'anciens membres de « L'Union du peuple russe » avaient reçu des instructions pour entrer en relations avec les léninistes et pour prendre une part active à la manifestation organisée par les bolchéviks le 3 juillet. On comprend donc pourquoi on avait trouvé dans la maison Kchesinski des cartes déchirées de membres de « L'Union du peuple russe » et des paquets emballés de journaux cent-noirs, revêtus des adresses des régiments en activité ».

Toutes ces activités éclairement un peu mieux le cri d'alarme que lançait Maxime Gorki deux semaines après la Révolution d'Octobre. « Lénine, Trotski, et tous ceux qui comme eux courent à leur perte dans les eaux stagnantes de la réalité russe, écrivait Gorki, croient, à l'instar de Netchaïev, que « le moyen le plus facile de séduire un Russe est le droit au déshonneur ». « Ils déshonorent la Révolution, ils déshonorent la classe ouvrière en la contraignant à organiser des tueries sanglantes, en favorisant les pogromes, les arrestations d'innocents... ». (Extrait du cycle « Pensées intempestives », *Novaïa Jizn*, 10 (23) novembre 1917)\*.

Léon Poliakov

Directeur honoraire de recherche au CNRS

\* Ce texte de Gorki m'a été aimablement communiqué par Wladimir Berelowitch.



# A PROPOS DE QUELQUES RICHESSES NON EXPLOITÉES DE LA B.D.I.C.

Un chercheur entreprendra-t-il un jour une étude sur la façon dont s'est constituée la BDIC et comment son fonds s'est développé dans des directions variées tout en gardant sa cohérence et son but initial ? M. Berelowitch donne quelques éléments à ce sujet dans son article sur le fonds russe. Mais il faudrait un gros volume pour faire le tour de la question car, parmi les fonds les plus riches ou les plus originaux, presque tous sont entrés par don et ce sont paradoxalement les plus considérables sur lesquels les archives de la bibliothèque sont muettes et les registres trop discrets : il paraissait sans doute — à tort — évident alors que tout le monde à la BDIC savait ce dont il s'agissait, car, ces dernières années aussi, ce sont souvent les dons de plusieurs milliers de documents, trop volumineux pour être inventoriés rapidement, qui échappent à l'inscription au registre des dons et à propos desquels il n'y a pas de correspondance, les négociations ayant donné lieu à des entrevues et des coups de téléphone.

Il s'ajoute à cela qu'entre 1939 et 1970 les gros dons, trop encombrants pour être stockés rue Auguste-Vacquerie, étaient directement dirigés sur les magasins du Château de Vincennes où ils tombaient dans l'oubli si la tradition orale (importante à la BDIC mais peu sûre) n'en perpétuait pas l'histoire et l'existence. Ce n'est que depuis le regroupement de la bibliothèque à Nanterre qu'il a été possible de commencer à faire le tour de ces fonds « non traités » et d'en résorber un certain nombre. Des crédits de recherche ont permis d'en inventorier quelques-uns avec l'aide des vacataires (le plus souvent des étudiants-chercheurs docteurs de troisième cycle ou près de le devenir) ; mais la modicité des crédits de recherche obtenus et les limitations d'emploi des vacataires imposées par les textes depuis 1976 et 1977, ont seulement permis de traiter des fonds d'importance et de difficulté limitées : archives de l'Association ukrainienne en France, fonds Mantoux, morasses de la Censure 1939-1940, archives de l'A.C.J.F., fonds Gabrielle Duchene (ce dernier sommairement en ce qui concerne les 700 dossiers seulement regroupés), par exemple. Les « gros morceaux » attendent des jours meilleurs...

Il y a à la BDIC des centaines de mètres de documents « non traités », bien que du plus grand intérêt. Déjà, en 1938, Pierre Renouvin écrivait dans un article que, sans crédits spéciaux, le fonds Albert Khan ne pourrait être catalogué. Cette collection comprenait alors 800 ou 1000 volumes grand-folio ; l'incendie de Vincennes n'en a épargné que 300 — 60 mètres de rayonnages — qui sont dans un état pitoyable et devraient être restaurés ou reproduits. Ce sont des collections synchroniques (rangement jour par jour) de quotidiens de différents pays d'Europe et du continent américain ; elles contiennent beaucoup de titres rares et il faudrait recenser chaque titre à toutes les dates où il apparaît, ce qui représente un énorme travail. Si les collections de photographies d'Albert Kahn, comme ses jardins, sont connues et utilisées, les extraordinaires collections de journaux qu'il a constituées attendent toujours de pouvoir être exploitées.

Dans un article de cette lettre, Léon Poliakov évoque les « cartons verts ». Il s'agit de l'ensemble de la documentation rassemblée, dans de nombreux pays, par le Bureau d'étude de presse étrangère, organisé par Julien Cain en 1915, qui publiait le *Bulletin quotidien de presse étran-*

*gère*, et les vingt-cinq séries par pays des *Bulletins périodiques de la presse*. Il y a 650 grands cartons sur 125 mètres de rayonnages. Non seulement les pays sont en désordre, mais il y a eu, au fil des déménagements, des mélanges à l'intérieur des cartons (exemple : il y a des choses sur l'Alabama en Albanie...). Ces cartons contiennent des journaux, des brochures, des coupures de presse, des notes dactylographiées ou manuscrites, des rapports, etc. Ce sont des mines pour des travaux sur les relations internationales ou la vie intérieure des pays à l'époque — mines dont les filons sont restés inexploités depuis que Poincaré (suivant la tradition orale) en a fait don à la BDIC vers 1922.

Autre exemple, plus récent celui-là : 40 mètres cubes dans 690 cartons de déménagement empilés au deuxième sous-sol représentent la documentation de presse (ensemble de la presse française) rassemblée par le *Journal* depuis le début du siècle, puis par *l'Aurore* jusqu'à son absorption par le *Figaro*. Ces coupures de presse sont classées dans des cartons, indexées et accompagnées d'un catalogue sur fiches par sujets. Mais il est impossible de mettre directement à la disposition du public des coupures de presse et il faudrait les microficher, comme cela a été fait pour les dossiers de presse de la Documentation Française, après les avoir mises en état : dépliage, recopiage des rubriques écrites en bleu sur papier kraft, etc. Combien d'années se passeront-elles avant que des crédits permettent de réaliser cette opération, sans aller jusqu'à la base de données qui pourrait être réalisée à partir de là ?

Il a déjà été question dans la Lettre n° 3/4, juin-septembre 1982, des séquestres des bibliothèques nazies. Après avoir dormi plus de trente ans, ces dix mille volumes révèlent maintenant peu à peu leurs ressources qui ne sont pas limitées à l'idéologie nazie dans différents domaines (récemment, un archéologue, mis au courant de l'existence de ce fonds par un de nos collaborateurs occasionnels, y a trouvé des ouvrages qu'il avait vainement cherchés dans les bibliothèques françaises et allemandes). Ils contiennent également une part importante de littérature saisie dans les bibliothèques de syndicats ou de partis hostiles au nazisme après 1933 : le fonds sur le mouvement ouvrier allemand de la BDIC est ainsi complété et devient très important. Mais quelques centaines de volumes seulement ont pu être intégrés alors qu'il y en a des milliers, et la bibliothèque ne peut consacrer à ce type de travail qu'une partie de ses crédits de recherche.

Poursuivre cette énumération serait fastidieux et pourrait mettre l'eau à la bouche des chercheurs en leur faisant miroiter des sources actuellement inaccessibles. Par prudence, et aussi pour éviter de trop nombreuses demandes d'incursion dans les magasins, nous nous en tiendrons là, ajoutant seulement qu'il entre par dons beaucoup plus de documents chaque année (de 30 000 à 60 000) que ce qu'il est possible de cataloguer, faute de moyens. Ils sont mis en silo et au moins sauvés de la destruction ; mais ils s'accumulent en une chaîne sans fin puisqu'à peine un de ces fonds est-il résorbé que d'autres arrivent à la BDIC. Il reste à espérer que les jeunes chercheurs pourront les utiliser avant leur retraite...

Véronique Blum



# MÉMOIRE COLLECTIVE OU MÉMOIRE INFORMATIQUE

VIE OU MORT DES BIBLIOTHEQUES

Monsieur Denis Varloot, Ingénieur général des Télécommunications et Directeur des Bibliothèques universitaires et inter-universitaires<sup>1</sup> et de l'Information scientifique, a prononcé le 22 août 1983, devant le congrès de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et de bibliothèques, un discours qui traçait à grands traits l'avenir des bibliothèques. Ses déclarations ont été confirmées par un article puis une interview dans *Le Livre hebdo* du 26 septembre et du 3 octobre 1983.

Dans une large envolée visionnaire à l'horizon de l'an 2010, M. Varloot propose de « libérer l'information », « aujourd'hui prisonnière de l'imprimé », et ce, grâce « aux réseaux de communication ». Il lance donc un appel à l'informatisation générale du catalogage, de la communication de « l'information », et même sa reproduction et son stockage.

Certes, tout le monde se réjouirait que la gestion des bibliothèques et le catalogue soient informatisés. Cela rendrait plus performant le travail des bibliothécaires et les délivrerait en partie de tâches souvent fastidieuses (gestion des commandes, multigraphie des fiches, intercalation, etc.). Cela pourrait aussi faciliter la démarche des lecteurs dans leurs recherches bibliographiques, même si le catalogue reste un outil fondamental.

Mais n'y a-t-il pas quelque concession à la mode et surtout quelque démagogie à vanter les mérites de ce qui n'existe pas (ou n'existera qu'en 2010) quand aucun poste de bibliothécaire n'a été créé en 1983 et que de nombreuses bibliothèques de grande qualité œuvrent dans une totale pénurie en personnel et en moyens, ce qui, compromettant leur bon fonctionnement, hypothèque à terme le travail des utilisateurs, du public, des chercheurs ?

Et c'est là que le bât blesse. Les partisans du tout-informatique savent que ça coûte cher. Ils cherchent donc à préparer les esprits à une reconversion radicale des investissements, à faire accepter que des pans entiers de l'ensemble documentaire soient sacrifiés aux besoins financiers de l'informatisation. Ces sacrifices visent en priorité les secteurs qui ne s'intègrent pas (ou mal) dans le cadre informatique, au premier chef la documentation qui concerne les sciences humaines, et son support principal, les bibliothèques. On en arrive ainsi à élaborer un discours justificatif qui réduit délibérément et en permanence le document à « l'information primaire », la recherche à une « consultation » et la connaissance à une « mémorisation ». En confondant documentalistes et bibliothécaires sous le même vocable de « spécialistes des sciences de l'information », on tente de ramener à un cadre simpliste ce qui ne peut pas et surtout ne doit pas être simplifié sous peine d'être dénaturé.

Mais dans son élan, M. Varloot va plus loin encore. Il prédit et appelle de ses vœux la disparition proche et inéluctable des bibliothèques, des bibliothécaires et plus généralement du « biblos », du livre, du « support papier », comme il le désigne ! Il nous vante les mérites du texte sur écran électronique, de la poésie par téléphone ou par ordinateur, et ne craint pas, se couvrant du manteau de J.-L. Borges, de s'écrier : « De temps à autre, il faut brûler la bibliothèque d'Alexandrie »<sup>2</sup>.

Sans nous attarder sur l'indélicatesse d'une telle déclaration qui condamne sans appel le travail de milliers de bibliothécaires et d'utilisateurs depuis des décennies, ce discours ne recèle-t-il pas à bref délai un grave danger pour le patrimoine culturel français ? N'y a-t-il pas d'autre alternative que : « le livre ou l'informatique, il faut choisir » ? N'est-ce pas un désert culturel reposant sur une nouvelle élite technocratique, que nous promet cette politique du tout-informatique qui sacrifie avec désinvolture le « support papier » ?

Condamnez la culture par le livre, misez sur l'informatique et l'écran, coupez le robinet des crédits aux bibliothèques existantes, et les effets désastreux de cette politique ne se feront pas attendre. Fermez les bibliothèques, fermez les centres d'archives et immédiatement vous pourrez mettre au chômage les historiens, géographes, philosophes, sociologues, anthropologues, spécialistes de la littérature française ou étrangère, et plus généralement tous les chercheurs, universitaires, enseignants et étudiants en sciences humaines.

Et ceci au moment où le Président de la République, soulignant de graves « carences » dans la culture historique des jeunes Français se déclare « scandalisé » et « angoissé » par la perte de la mémoire collective qu'il a pu constater dans les nouvelles générations, et demande qu'on y remédie au plus vite. Il rappelle en même temps cette évidence : « Un peuple qui perd son histoire perd son identité ».

Il est temps encore de comprendre que jamais la mémoire collective des ordinateurs ne remplacera la mémoire collective des hommes, mais que par contre les bibliothèques recèlent une bonne part de « toute la mémoire du monde ».

Stéphane Courtois,  
historien, chercheur au CNRS

1. Parmi celles-ci, on compte des bibliothèques aussi importantes pour le patrimoine culturel français que celles de la Sorbonne, de Sainte-Geneviève, de la BDIC, etc.

2. Rappelons qu'en août 1944, la BDIC a été incendiée une première fois par les troupes hitlériennes en déroute, entraînant la perte irréparable de documents irremplaçables.

\* Ce texte n'engage que son auteur.

Du côté des « ennemis », le choix tombe sur ceux d'entre eux qui sont l'objet principal de l'attaque du moment. Les articles consacrés aux ennemis comportent, en règle générale, deux parties : on démasque leur agressivité (contre l'Union Soviétique, contre toute l'humanité) et on montre la présence, au sein des pays ennemis (États-Unis, Israël, France...), de forces progressistes, pro-soviétiques, de paix. En sixième page, on trouve les loisirs : programmes de la radio et de la télévision, nouvelles sportives. Mais là aussi, les articles sont de caractère ouvertement politique.

Lorsqu'on a lu un numéro de la *Pravda*, on les a tous lus et surtout on a fait connaissance d'un phénomène unique, qui s'intitule journal, mais qui joue en réalité le rôle de voix du parti ; parti qui connaît la Vérité, qui est infaillible, qui fixe les normes régissant l'URSS et le mouvement communiste international, qui est le gardien de la Parole.

Michel Heller



Giuseppe ARCIMBOLDO  
Le Bibliothécaire — 1565  
(collection Eva Hökenberg, Stockholm)

## QUELQUES DECLARATIONS DE M. VARLOOT, DIRECTEUR DES BIBLIOTHEQUES UNIVERSITAIRES ET INTER-UNIVERSITAIRES

« (...) Sans papier. Je choque certainement nombre de mes auditeurs. Mais il est temps d'évoquer la société sans papier. De plus en plus d'affaires se traitent au téléphone sans être suivies d'une trace écrite — bien plus aux États-Unis qu'en Europe car nos tra-

ditions juridiques constituent un frein très efficace. (...) Eh bien, puis-je vous suggérer d'essayer de vous passer du papier au maximum pendant quelque temps, puis de dire honnêtement à quel moment le papier vous aura manqué ! » (...)

« (...) La poésie elle-même est directement concernée (par l'informatique), contrairement à ce que pensent les traditionalistes. En effet, plus que d'autres littératures, le support imprimé ne lui permet pas d'élargir son public de lecteurs. Que ce soit oralement (au Mans dans l'ouest de la France, on peut entendre un poème, changé chaque semaine, en composant un numéro de téléphone) ou visuellement (à Vélizy, en banlieue parisienne, un club réunit des poètes qui, équipés de terminaux vidéotex, échangent grâce à une boîte aux lettres électronique leurs œuvres et leurs impressions), l'utilisation des réseaux peut ici encore créer une ouverture et permettre une interaction très précieuse. » (...)

« (...) Révons un instant : imaginons d'assembler dans un petit coffret miniaturisé un lecteur de « compact-disc » (diamètre 12 cm, capacité 150 000 pages de livre) et un écran de télévision ultra-plat (qui est au point dans les laboratoires), le tout de la taille d'un livre. Quel plaisir pour lire au lit ! Plus d'effort pour tourner les pages : il suffit de murmurer un ordre, et un microprocesseur incorporé le reconnaît et l'exécute. Veut-on changer de livre ? Le « compact-disc » est rechargé en quelques minutes, en le branchant au « robinet » (...)

« (...) Face au changement, les blocages sont de tous ordres. Psychologiques d'abord. A l'idée même que le livre, tel qu'on l'imprime aujourd'hui, puisse être condamné, les réactions sont parfois identiques à celles qui s'expriment face à une espèce animale en voie de disparition. Pour un peu se créeraient des protection du livre à l'image de celles qui existent pour les animaux. Cette conception est purement passionnelle et sentimentale. Elle provient d'une erreur d'approche. » (...)

« (...) La très grande majorité des demandeurs d'information se désintéressent des livres ou périodiques âgés de plus de cinq ans, parfois même de plus de trois ans ».





La Lettre de l'Association des amis de la BDIC ouvre ses colonnes à quelques-uns des principaux centres documentaires sur la Russie et l'URSS. Elle poursuivra ses publications dans un second numéro à paraître sur les fonds soviétiques à la BDIC.

## LE FONDS SLAVE DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE DES LANGUES ORIENTALES

Le fonds slave de la Bibliothèque de l'École des langues orientales représente l'un des plus importants ensembles d'ouvrages slaves qui existent à la disposition des lecteurs à Paris.

### I — HISTORIQUE

L'École des langues orientales, lointaine héritière de l'École des Jeunes de langues qui remonte elle-même à Colbert, a été créée par le décret du 10 germinal An III — 30 mars 1795. Dès le début de son existence et jusqu'en 1868, l'École est installée dans les locaux de la Bibliothèque nationale, à proximité des manuscrits orientaux ; presque tous les administrateurs de l'École ont aussi été conservateurs des manuscrits orientaux, et, sans doute sous l'influence de la Bibliothèque nationale, l'enseignement donné est plus orienté vers l'Orient classique que contemporain.

L'École ne possède pas de collection en propre, les éléments de l'enseignement pouvant être trouvés parmi les livres et manuscrits orientaux de la Bibliothèque nationale.

Cette phase assez terne prend fin en 1867 avec l'arrivée de Charles Schefer à la direction de l'École ; grand administrateur en même temps que grand savant, celui-ci définit à l'établissement un double but : former des orientalistes érudits, mais aussi donner aux étudiants des connaissances pratiques. Il se préoccupe de trouver de nouveaux locaux et, en 1873, il fait transférer l'École au 2 rue de Lille, dans l'hôtel récemment libéré par le Génie maritime. Il élargit aussi le champ des enseignements puisque c'est sous son administration qu'est créée en 1876 la chaire de russe, occupée par Louis Léger. Mais Schefer est également le véritable créateur de la Bibliothèque de l'École. Le décret du 8 novembre 1869 réorganisant l'École avait prévu la présence d'un secrétaire « chargé de remplir en même temps les fonctions de trésorier, d'archiviste et de bibliothécaire » ; Schefer fait nommer à ce poste Auguste Carrière : le travail réalisé par les deux hommes sera remarquable. De nombreux dons viennent grossir les quelque trois cents volumes trouvés par Schefer à son arrivée en 1867 ; ce sont principalement la bibliothèque de l'École des Jeunes de langues, et la collection de Brunet de Presles, professeur de grec. Ces ouvrages conservés encore actuellement forment le noyau initial de la Bibliothèque. Mais il faut aussi envisager l'achat régulier de livres en Orient : dans ce but, Schefer met sur pied un véritable réseau de correspondants étrangers de l'École qui doivent s'employer à obtenir les ouvrages auprès des gouvernements des divers pays ; il se rend lui-même en mission dans ces pays, et chaque voyage contribue à l'enrichissement de la bibliothèque ; enfin, pour disposer d'une monnaie d'échange, il lance en 1875 la collection des *Publications de l'École des langues orientales vivantes*. A sa mort en 1898, la Bibliothèque possède environ 50 000 volumes, et constitue pour l'École un précieux instrument de travail.

L'École et la Bibliothèque connaîtront une nouvelle période de développement sous l'administration de Paul Boyer. Ce dernier, chargé de cours de russe à l'École dès 1891, en devient administrateur de 1908 à 1937. Après la

période difficile de la première guerre mondiale, il donne un nouvel essor au double établissement. Il procède à l'acquisition de l'immeuble sis au 4 de la rue de Lille, à son aménagement progressif. Il préside aussi à la création de chaires de polonais, serbo-croate, tchèque, hongrois et langues finno-ougriennes, bulgare (1921-1933). Parallèlement à la création de ces enseignements s'ébauchent à la Bibliothèque les fonds correspondants.

Les événements de 1968 ne sont pas sans influence sur le développement de l'École et de la Bibliothèque : une grande partie des enseignements quittent le bâtiment de la rue de Lille, devenu trop exigu, et parallèlement la Bibliothèque doit créer en 1970 deux annexes au Centre Dauphine et au Centre Clichy pour mettre à la disposition des étudiants les dictionnaires et les manuels indispensables, le fonds principal restant bien sûr rue de Lille et continuant à s'y développer régulièrement.

Cet accroissement aboutit peu à peu à la quasi-saturation des magasins par ailleurs très vétustes, surchargés et insalubres. Pendant un temps, la solution envisagée est l'installation de l'École (devenue en 1976 Institut national des Langues et civilisations orientales) et la Bibliothèque dans de nouveaux locaux en banlieue ; mais l'éloignement de Paris présente aussi de graves inconvénients, et l'on décide finalement de reconstruire la Bibliothèque sur place même. La reconstruction commencée en octobre 1979 s'est achevée en juin 1981.

Pendant la durée des travaux, un secteur d'accueil a continué à fonctionner à la Bibliothèque à côté des fichiers qui n'ont jamais cessé d'être consultés.

De l'ancien bâtiment, la façade classée du XVIII<sup>e</sup> siècle donnant sur la rue de Lille est seule conservée ; pour agrandir l'espace utilisable, l'architecte a joué sur la hauteur des plafonds d'autrefois et a reconstruit huit étages là où il n'y en avait primitivement que quatre. Cependant, ce réaménagement, quelque bienvenu qu'il soit, ne suffit pas à résoudre les problèmes de place, qui se poseront de nouveau d'ici quelques années.

### II — ORGANISATION ET CONTENU DES COLLECTIONS

L'organisation des collections mêmes de la Bibliothèque est commandée actuellement encore par une importante réforme de structure intervenue vers 1950 : c'est à partir de cette date en effet que les fonds sont regroupés matériellement selon les diverses langues. Le fonds ancien est resté tel qu'il s'est constitué au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les volumes étant disposés par formats et selon leur ordre d'arrivée, toutes langues confondues. Les collections « modernes » s'articulent autour d'un tronc commun de « généralités », qui couvre littérature, histoire et civilisation des pays dont les langues sont enseignées à l'Institut. A côté de ce fonds général se développent divers fonds spécialisés, regroupant les ouvrages écrits dans ces langues : fonds chinois, japonais, arabe, hébraïque, slave... Périodiques et collections constituent une série à part.

Dans le département slave, le fonds russe est le plus anciennement constitué (vers 1870 environ), et le plus important. Le nombre total des volumes de la Bibliothèque étant évalué à environ 500 000, une estimation d'après le classement en rayons a donné pour le fonds russe un chiffre de 68 000 volumes ; pour les autres langues slaves prises ensemble, il s'agirait d'environ 60 000 volumes. Jusque vers 1980 l'accroissement annuel du fonds russe était estimé à plus de 1000 ouvrages par an, sans compter les volumes de périodiques et de collections ; celui des autres langues slaves pouvait aller de 50 à 100 ou 200 ouvrages pour les langues les plus importantes. Les fonds russe et polonais comptent parmi les dix fonds les plus consultés par les lecteurs ; la proportion d'ouvrages slaves communiqués en prêt interbibliothèque



est importante aussi. La Bibliothèque sert pour ainsi dire de bibliothèque centrale à tous les slavistes et à tous les enseignants de russe en France.

Le fonds russe possède un grand nombre de collections et d'ouvrages anciens difficiles à trouver ailleurs. Parmi les éléments les plus précieux, l'on peut citer :

— les grandes revues du XIXe siècle : *Sovremennik*, *Otecestvennyye zapiski*, *Vestnik Evropy*, *Russkaja starina*...

— un ensemble de journaux de la Révolution de 1917,

— de grandes collections anciennes : *Polnoe sobranie zakonov Rossijskoj Imperii*..., et des collections plus récentes, continuées encore de nos jours : *Polnoe sobranie russkikh letopisej, Literaturnoe nasledstvo*...

— les éditions académiques des grands écrivains du XIXe et du XXe siècles : les 78 volumes des œuvres de Tolstoï, les 14 volumes de Gogol ; celles de Gorki et de Dostoïevskiï sont en cours ;

— de nombreuses œuvres d'écrivains, poètes, philosophes du « siècle d'argent » de la littérature russe (en éditions originales ou en reprints), ainsi que des auteurs des premières années du régime soviétique, et les écrivains de l'émigration russe ;

— les principaux ouvrages de référence anciens et contemporains, bibliographies, encyclopédies, dictionnaires russes et bilingues, par exemple les 17 volumes du dictionnaire russe de l'Académie des sciences, les encyclopédies Brokhaus, Granat, les trois éditions de l'encyclopédie soviétique ;

— des ouvrages écrits dans les langues allogènes de l'URSS : azeri, ouzbek, kazakh, kirgiz, arménien, géorgien, mongol...

### III — L'ORIENTATION DES ACQUISITIONS : TRADITIONS ET PERSPECTIVES

L'orientation des acquisitions au cours des dernières années restait fonction d'un double impératif : compléter les collections existantes, et développer le fonds pour répondre aux besoins de la recherche et de l'enseignement universitaire — enseignement linguistique et littéraire, complété par des cours d'histoire, de géographie et de civilisation. Les grandes orientations traditionnelles : langue, littérature et civilisation étant maintenues, certaines tendances se sont précisées, elles concernaient :

— les ouvrages d'histoire de l'art,

— les ouvrages traitant de l'histoire de caractère moins récent : pour la politique plus contemporaine la Bibliothèque acquiert certains ouvrages fondamentaux, dont bon nombre d'études anglo-saxonnes et germaniques, mais peu d'ouvrages soviétiques, ceux-ci étant de préférence recherchés par la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine ;

— les ouvrages consacrés à l'étude de l'Europe orientale, et également de l'URSS en tant que mosaïque de peuples aux civilisations originales (Asie Centrale, Caucase, Extrême-Orient). Cette optique conduit à attacher une attention particulière à tout ce qui relève du folklore, de l'art et de la littérature populaires. Les ouvrages d'orientalisme soviétique sont d'autant plus soigneusement collectionnés qu'ils se trouvent dans très peu d'autres bibliothèques françaises.

Les graves difficultés financières des toutes dernières années ont lourdement pesé sur le Service slave. L'on s'est attaché à maintenir de préférence les collections, périodiques et suites — principe essentiel dans les bibliothèques — mais les achats de monographies ont dû être quelque peu sacrifiés, ce qui est grave s'agissant de pays où les ouvrages sont épuisés presque dès la parution. Les plus grands efforts ont été faits pour sauvegarder le fonds russe, élément essentiel du Département slave ; mais ceci a eu lieu un peu au détriment des fonds polonais, tchécoslovaque, yougoslave, bulgare..., fait d'autant plus à déplorer que cette bibliothèque est l'une des rares en France à posséder ce genre de collections. L'achat des études anglo-saxonnes, suspendu pendant quelques an-

nées, recommence très modestement. Enfin l'on a dû s'en tenir assez strictement aux grandes orientations littéraires et linguistiques, en diminuant sérieusement les acquisitions dans certains domaines : art, archéologie, histoire même et folklore.

La richesse documentaire héritée du passé a permis de mener à bien, avec l'aide des enseignants de l'Institut, un certain nombre de travaux, dont plusieurs Guides de l'étudiant (russe, ukrainien, polonais, tchèque, bulgare...). Elle sert aussi de base à un séminaire de bibliographie donné aux étudiants de 3ème cycle de l'INALCO.

La Bibliothèque participe aux entreprises collectives nationales : *Catalogue collectif des ouvrages étrangers*, (CCOE), et *Inventaire des périodiques étrangers et des publications en série étrangères reçus en France par les bibliothèques*... (IPPEC), relayé maintenant par le *Catalogue collectif national* (CCN) informatisé.

### IV — LES FICHIERS

Il convient de terminer cet aperçu par quelques indications concernant les catalogues de la Bibliothèque, qui permettent au lecteur l'exploitation des collections ; leur rôle ici est particulièrement important, la majorité des volumes se trouvant en magasin et non en libre accès. La Bibliothèque met à la disposition des usagers trois catalogues principaux sur fiches.

Le catalogue alphabétique d'auteurs et anonymes répertorie, outre les ouvrages, les collections et les périodiques ; malheureusement les articles de revues ne peuvent être dépouillés et n'y figurent pas.

Le catalogue systématique présente les ouvrages par sujets, selon une classification préétablie des diverses disciplines. Il se compose de deux parties, ancienne et nouvelle. Jusqu'en 1967 il consiste en une collection de petits registres noirs, classés selon l'ordre alphabétique des peuples et des langues, et à l'intérieur de chaque division suivant un ordre méthodique propre à la Bibliothèque : archéologie, art, bibliographie, collections et périodiques, droit, économie, etc. L'ordre à l'intérieur des subdivisions est largement alphabétique, et d'autre part chaque ouvrage est présenté par une seule fiche, même s'il traite de plusieurs sujets. Le nouveau catalogue systématique est constitué et développé régulièrement depuis 1968 sur la base d'un nouveau système de classification, inspiré à la fois de l'ancien cadre et de la Classification décimale universelle. Il est beaucoup plus subdivisé que l'ancien fichier ; à l'intérieur des subdivisions l'ordre va du général au particulier, et suit la chronologie, dans le cas de l'histoire par exemple. Un ouvrage est représenté par plusieurs fiches si c'est nécessaire. La classification part du principe de deux grandes divisions : « cadre général » correspondant aux divisions territoriales, et comprenant pour chaque pays bibliographies, périodiques, collections, philosophie, religion, sciences sociales, etc., « cadre linguistique et littéraire » comprenant langue et littérature. Dans le cas de l'URSS, l'on se heurte parfois à des difficultés de cohérence absolue, le cadre géographique de certaines régions ne coïncidant pas toujours avec le découpage linguistique.

Enfin, le catalogue des périodiques se présente sous la forme de petits registres de format oblong, dans lequel sont reliées et classées par ordre alphabétique les fiches de tous les périodiques, qu'ils soient courants ou arrêtés. Ces fiches donnent l'état de la collection de chaque périodique.

D'autres fichiers ne se trouvent pas à la disposition des lecteurs, mais peuvent éventuellement être consultés par l'intermédiaire d'un bibliothécaire.

Les bibliothécaires sont également à la disposition des lecteurs pour fournir toute information et toute aide nécessaire ; dans la mesure du possible, ils donnent également les informations par correspondance.



# LES FONDS RUSSES À LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Le fonds russe de la Bibliothèque nationale est un fonds de caractère encyclopédique réparti par types de documents : ouvrages imprimés, périodiques, manuscrits, documents musicaux, cartes et plans, estampes et photographies, et enfin monnaies et médailles.

Les livres imprimés russes de la Bibliothèque se montent à environ 120 000. Ils augmentent désormais d'environ 2000 titres par an. Des échanges fructueux (quoiqu'un peu sporadiques au début) se sont établis dès Pierre le Grand entre les deux pays, et Catherine II continua l'œuvre de son prédécesseur. En 1836, la Bibliothèque Royale acquit une centaine d'ouvrages russes de la bibliothèque d'Edme Héreau, auteur d'un *Tableau des littératures russe et polonaise*. Héreau qui séjourna de 1809 à 1919 en Russie, y avait contracté de nombreuses amitiés dans le domaine littéraire et continua par la suite à recevoir des ouvrages pour compte rendu, car il était devenu secrétaire de la Revue encyclopédique. Ce sont, pour la plupart, des premières ou secondes éditions de Pouchkine, Krylov, Soumarokov, etc. Achats et échanges se succédèrent sans grande méthode jusqu'à la Révolution d'Octobre qui mit fin provisoirement aux rapports culturels entre les deux pays. C'est seulement en 1946 que fut mis sur pied un système d'échanges qui fonctionne jusqu'à présent. Les 2000 ouvrages que nous gardons chaque année sont essentiellement de la littérature courante et aussi des publications plus anciennes. Les sujets qui intéressent la Bibliothèque nationale dans le domaine russe comme dans les autres domaines étrangers, sont essentiellement les sciences humaines largement comprises.

A ces ouvrages, venus par échanges, viennent s'ajouter des dons et des acquisitions qui varient selon les crédits... Nous nous efforçons d'acquérir aussi bien des ouvrages russes parus en Occident que des livres rares et précieux que nous ne pouvons espérer recevoir de nos partenaires soviétiques. C'est ainsi que nous avons constitué ces dernières années un beau fonds d'avant-garde russe (acméistes, futuristes, etc.), mais il reste encore beaucoup à faire et ces livres sont devenus hors de prix.

Les périodiques russes ont la même histoire que les imprimés. Nous avons par exemple les premières éditions des journaux de Novikov, comme *Trouten*, ou des journaux de 1905 comme *Joupe*. A l'heure actuelle, la Bibliothèque reçoit 344 titres de périodiques russes par an.

Les 125 numéros du catalogue des manuscrits slaves du Département des Manuscrits recèlent peut-être un peu moins de « trésors » russes. Ce sont essentiellement des copies du XVIème et XVIIème siècles de chroniques russes déjà connues, des vies de saints, des calendriers. Pour le XVIIIème siècle, nous avons de nombreuses pièces de théâtre jouées à la Cour, traduites du français ou de l'allemand. Les manuscrits les plus précieux de la période moderne sont ceux de Tourgueniev qui furent donnés à la Bibliothèque par la famille Viardot. En 1884 le public aura enfin accès à un important fonds Herzen qui existe depuis longtemps aux Manuscrits mais qui ne pouvait être communiqué jusqu'à présent.

Il existe de nombreux documents russes ou concernant la Russie dans les autres fonds de manuscrits, mais ils sont plus difficiles à détecter. Citons à titre de curiosité la signature d'Anne de Kiev au bas d'une charte, une lettre d'Alexis Mikhaïlovitch à Ladislas de Pologne et des lettres de bergers de Smolensk à Pasteur qui les avait guéris de la rage.

Au Département de la musique, on peut consulter des

ouvrages sur la musique russe et à la Phonothèque nationale sont conservés des disques et des cassettes anciens et modernes. On peut y entendre par exemple les premiers enregistrements de la voix de Lénine ou de celle de Chaliapine.

Le Département des Cartes et Plans de la Bibliothèque possède également des matériaux importants sur la Russie, d'autant que l'on peut y consulter les ouvrages appartenant à la Société de Géographie qui se vit offrir en 1826 par le comte Grigori Orlov une superbe collection d'ouvrages et de cartes russes. De même, en 1880, Nicolas Khanikov donna à cette Société une collection de 400 ouvrages environ sur la géographie de la Russie.

Le Département des Estampes et de la Photographie recèle naturellement quantité de documents concernant l'Empire russe et l'Union Soviétique. Dans la série des portraits tout comme dans la série topographique, un chercheur peut trouver au nom d'un personnage ou d'un lieu une série de gravures, de photographies ou de cartes postales le représentant. Nous avons ainsi de superbes photographies du début du siècle avec des villes russes et des paysages industriels de la même époque en Sibérie ou dans l'Oural. La Bibliothèque possède également des albums de photographies faites pendant la guerre de Crimée par des photographes français. Ces séries fort anciennes continuent à s'enrichir, et pour ne citer qu'un exemple, une série de photographies lituanienes contemporaines unique en Europe s'accroît d'année en année.

Le Département des Monnaies et Médailles met à la disposition du public des monnaies et des médailles russes. Pauvre pour la période ancienne, la collection est, en revanche, très complète pour les règnes de Pierre le Grand et de Catherine II. A partir d'Alexandre 1er, les pièces se font rares et le Département possède fort peu de monnaies et de médailles dans les XIXème et XXème siècles. Avis aux donateurs !

Après un bref aperçu sur les richesses que la Bibliothèque Nationale peut fournir à un chercheur dans le domaine russe et soviétique, voici quelques renseignements pratiques :

La Section russe du Département des Entrées de la Bibliothèque nationale se trouve au 65, rue de Richelieu. Tél. : 261.82.83, postes 434 et 435. Elle est ouverte au public tous les jours (y compris samedi) de 9 h 30 à 17 h 30. Le personnel parle russe.

Outre les fichiers cyrilliques de la Salle des Catalogues dont elle possède des doubles (fichiers des ouvrages entrés avant 1960 et après 1980, les périodes 1960-70 et 1970-80 étant représentées par des volumes imprimés), le Service met à la disposition des chercheurs un fichier méthodique et un fichier collectif des fonds russes de Paris qui recense les ouvrages qui se trouvent dans les grandes bibliothèques parisiennes des origines à 1960. Pour les ouvrages russes parus après 1960, il convient de s'adresser au Catalogue collectif des ouvrages étrangers (CCOE) situé au 2, rue de Louvois.

La Section possède de nombreux usuels qui peuvent être consultés sur place. Le personnel est à la disposition des lecteurs pour les renseigner. On peut faire venir les ouvrages signalés par des spécialistes et qui lui auraient échappé, ou orienter le lecteur vers les bibliothèques spécialisées ayant des ouvrages russes, lorsqu'il s'agit d'une discipline que la Bibliothèque ne « couvre » pas.

N. Avril



# L'INSTITUT D'ÉTUDES SLAVES

## HISTORIQUE

L'Institut d'études slaves fut fondé en 1920 par Ernest Denis, professeur d'histoire à la Sorbonne et ardent défenseur des peuples slaves soumis à l'Empire austro-hongrois. C'est en reconnaissance pour son action politique en leur faveur que le gouvernement de la jeune République tchécoslovaque contribua à la création de l'Institut en offrant à l'Université de Paris l'hôtel d'Ernest Denis, rue Michelet, en même temps qu'il fondait à la Sorbonne une chaire d'histoire des Slaves. La Yougoslavie et la Pologne se joignirent à cet acte de gratitude pour constituer un foyer d'études de slavistique qui assura entre les deux guerres la tutelle pédagogique et administrative des étudiants boursiers du gouvernement français venus en grand nombre de ces trois pays slaves. Conférences, réunions académiques, soirées culturelles firent bientôt de la maison de la rue Michelet le centre intellectuel des jeunes Slaves de Paris. Dans le même temps l'Institut servait de lien administratif pour la création des cours universitaires donnés à la Sorbonne et à la Faculté de Droit par les professeurs russes récemment émigrés à Paris. Deux éléments essentiels servent de fondement à l'activité scientifique de la fondation, bientôt reconnue d'utilité publique : La *Revue des études slaves*, dont le premier volume paraît en 1921, et la bibliothèque, fondée en 1924 par André Mazon à partir de la collection d'Ernest Denis, d'un fonds précieux offert par la République tchécoslovaque et d'achats de collections russes, acquises aussitôt que la reconnaissance diplomatique de l'URSS permit de renouer les échanges culturels.

L'Institut d'études slaves devient le centre de la slavistique française, développant son activité dans les trois disciplines qui dessinent son profil initial : linguistique et philologie slaves, histoire littéraire et histoire des pays slaves. L'alternance des spécialités scientifiques des présidents successifs (Ernest Denis, Antoine Meillet, André Mazon, Roger Portal, Jean Bonamour, Yves Millet) illustre bien le souci de garder à l'Institut son caractère interdisciplinaire.

## FONCTIONS ACTUELLES

Depuis la deuxième guerre mondiale, les relations entre la France et les pays slaves ont subi, sous la pression de l'histoire, une réduction radicale : les échanges de spécialistes ou d'étudiants se limitent à quelques dizaines par an et l'Institut n'a plus à assurer la tutelle qui était si importante avant 1938. Les autres activités de l'Institut ont en revanche connu un développement rapide, en fonction des besoins croissants d'une slavistique française qui a connu entre 1955 et 1975 une période d'extension rapide (mais sans lendemain) : L'implantation du russe dans l'enseignement secondaire, la préparation des étudiants appelés à dispenser cet enseignement, l'ouverture de sections de russe et de langues slaves dans une majorité d'universités de province ont alors accru le besoin d'un centre de coordination pour l'ensemble de la discipline. L'Institut, s'il n'a pas d'enseignement régulier qui lui soit propre (ce qui n'exclut pas l'accueil dans ses locaux de plusieurs séminaires de recherche), se consacre à l'heure actuelle à une activité multiforme dont l'utilité comme service public fut reconnue par la création en 1975 d'un service commun interuniversitaire juxtaposé à la fonction d'origine.

1. C'est d'abord un lieu d'accueil et de rencontres où sont organisés colloques et conférences entre slavistes français, le plus souvent avec la participation de leurs collègues étrangers. Les colloques se tiennent en moyenne une fois par

trimestre et les communications sont le plus souvent publiées, soit dans la *Revue des études slaves*, soit en volumes séparés.

2. L'Institut joue un rôle de **coordination des enseignements supérieurs et de la recherche** grâce à un centre d'information où sont tenus à jour les données sur les enseignements et les profils scientifiques des institutions françaises s'intéressant aux pays slaves sous tous leurs aspects. On y exploite un répertoire des enseignants et des chercheurs de toutes les disciplines concernées, y compris les sciences humaines et sociales. Ce centre d'information scientifique spécialisé est consulté en permanence, par écrit ou par téléphone, tant par le public français que par les slavistes étrangers. Au stade actuel, il est envisagé d'informatiser ces données pour une meilleure utilisation.

3. **Relations internationales.** Lieu d'accueil des conférenciers étrangers, l'Institut organise d'autre part la représentation française dans les congrès et colloques à l'étranger. Il est en relations d'échanges avec ses homologues en Occident et avec les institutions académiques et universitaires dans les pays slaves.

Depuis 1979, l'Institut a été chargé de la direction du centre d'information international dépendant du Comité international d'études soviétiques et est-européennes. Il publie deux fois par an une *International Newsletter* diffusée dans le monde entier (7.000 exemplaires).

4. **Recherche.** A partir de 1968, une cellule de recherche a été créée sous la forme d'un laboratoire associé au CNRS (L.A. n° 129). Dans ce cadre sont regroupés les travaux des trop rares chercheurs slavistes pris en charge par le CNRS (quelques unités), ainsi que ceux des enseignants qui mettent en commun leurs programmes de recherche dans différents secteurs : recherches historiques, linguistiques, lexicographiques, pédagogie, histoire littéraire, étude des sociétés, grands thèmes interdisciplinaires. Le laboratoire procure à ces chercheurs une aide technique : composition de textes, photocopie, quelques rares missions. Une équipe réduite de techniciens du CNRS met en œuvre les différents services assurés par l'Institut et son laboratoire.

5. **Bibliothèque et documentation.** La bibliothèque de l'Institut d'études slaves n'a cessé de s'accroître, tout en conservant la spécialisation de son profil initial : linguistique, histoire littéraire et histoire des pays slaves. Elle atteint environ 80.000 titres (dont 32.000 pour le domaine russe), soit près de 150.000 volumes, ouvrages et périodiques. Elle est alimentée par la voie des échanges internationaux et par échanges directs de périodiques avec la *Revue des études slaves*. Depuis sa fondation, elle a hérité des fonds précieux légués par les grands noms de la slavistique française : après Ernest Denis citons Louis Eisenmann, Charles Salomon, Fuscien Dominois, André Mazon, André Vaillant et bien d'autres.

6. **Ateliers.** Les coûts sans cesse accrus des travaux typographiques ont amené l'Institut à installer dans ses locaux, à partir de 1966, un centre de frappe très spécialisé qui assure la composition des textes où sont mélangés les alphabets latin et cyrillique (et parfois grec), afin de faciliter la réalisation des travaux de recherche ou de pédagogie. Les moyens modestes de cet atelier ne permettent pas encore de satisfaire toute la demande des auteurs, dans les délais souhaitables, la priorité étant donnée à la composition de la *Revue des études slaves*. Néanmoins, de nombreux colloques, des monographies, des thèses ou des ouvrages bibliographiques sont produits régulièrement (les travaux sont du reste rétribués et procurent une partie des ressources de l'Institut, faible il est vrai par rapport au budget annuel de la maison).

►►►





7. **Publications.** Outre la *Revue*, qui paraît à l'heure actuelle quatre fois par an, l'Institut d'études slaves a, dès son origine, eu le souci de publier des travaux d'érudition ou de pédagogie, tâche qui en fait une petite maison d'édition très spécialisée, dans un domaine où les éditeurs commerciaux n'ont pas la possibilité d'assurer l'exploitation de tirages souvent confidentiels. Le catalogue actuel propose environ 200 titres d'ouvrages et 5 périodiques, il s'augmente d'une dizaine de titres par an. Les collections les plus vivantes sont la *Collection historique*, la *Bibliothèque russe*, les *Documents pédagogiques* et les *Lexiques*, les *Grammaires* et les *Manuels*, etc. Malgré l'efficacité d'un réseau de diffusion très précis (il bénéficie entre autres des fichiers de centre d'information décrit plus haut), l'Institut doit limiter ses tirages, notamment parce que l'aire culturelle qui fait la matière de ses publications est depuis longtemps fermée aux voies commerciales.

#### SITUATION ACTUELLE

Au cours de cette rapide description ont été évoquées

les étapes successives du développement de la maison de la rue Michelet. Cette évolution a suscité la création d'entités diverses et complémentaires qui conjuguent leurs moyens et leur travail pour répondre aux besoins de la discipline. Il n'est pas inutile de souligner la distinction entre les institutions qui vivent en symbiose dans la maison. La fondation d'origine (« Institut d'études slaves ») garde depuis 1920 (sous la forme d'un établissement d'utilité publique) sa fonction d'association des slavistes français et d'éditeur. Le service commun universitaire était, lui, de statut public sous la dénomination d'« Institut national d'études slaves » (INES). Faute de moyens financiers, le service commun n'a pas pu être maintenu dans sa forme juridique initiale et cette structure administrative complexe est appelée à se transformer dans un avenir proche pour s'adapter aux besoins de la recherche contemporaine sur les sociétés des pays de l'Est. Cette même orientation peut être constatée dans le programme de recherche défini dans le programme des activités du Laboratoire associé pour les années 1983-1985.

Serge Aslanoff

### LE CENTRE D'ÉTUDE ET DE DOCUMENTATION DE L'URSS, LA CHINE ET L'EUROPE DE L'EST (CEDUCEE)<sup>1</sup> ET SA REVUE « LE COURRIER DES PAYS DE L'EST »

En 1983, le CEDUCEE entre dans sa seizième année d'existence : grâce aux moyens en personnel et matériel qui lui furent impartis, il répond à présent en tous points à ce qui fut sa vocation de départ : assurer la collecte, l'exploitation et la mise à disposition de la documentation utile à une connaissance approfondie des économies des pays communistes<sup>2</sup> (plus communément appelés pays socialistes), situés dans l'orbite soviétique, la Chine représentant l'exception. Il présente un exemple assez original d'intégration totale des activités de documentation classique et de communication de l'information, que ce soit sous forme de diffusion de l'information par sa revue, et par des fichiers de références ou d'accueil des usagers à la recherche de renseignements précis et à jour. En effet, le CEDUCEE possède une bibliothèque comptant, à ce jour, environ 25 000 ouvrages soviétiques dont 250 titres d'annuaires soviétiques auxquels s'ajoutent 100 titres d'annuaires des pays d'Europe de l'Est; il gère également une hémérothèque de 290 périodiques en provenance de ces pays (138 pour la seule URSS) et exploite 180 périodiques occidentaux relatifs à ces pays archivés à la Bibliothèque générale de la Documentation française<sup>3</sup>.

Ce corpus est complété par les ouvrages occidentaux consacrés à cette zone et commandés ou obtenus en services de presse par le CEDUCEE (200 par an environ) et par les annuaires et études des organismes internationaux dont dispose la Bibliothèque générale.

L'ensemble de ce gisement documentaire qui couvre grosso modo la période 1960 à nos jours, est exploité de diverses façons et débouche sur un fichier des ouvrages russes par auteur et méthodique, un fichier des articles de périodique, un fichier des grands contrats soviétiques avec les firmes occidentales, un fichier des grandes entreprises soviétiques, des dossiers documentaires en langues occidentales classés depuis 1977 selon un thésaurus de 300 mots-clés environ et couvrant l'ensemble de l'économie et des échanges de chaque pays.

De nombreux autres documents (actes de colloque, rapports, thèses) sont obtenus grâce à un réseau actif d'échanges avec les bibliothèques et instituts des pays socialistes mais aussi des pays occidentaux dans le cadre d'échanges renouvelés chaque année.

(Neuf grandes bibliothèques de Moscou et Leningrad, sept bibliothèques de républiques soviétiques ; les bibliothèques académiques centrales des pays d'Europe de l'Est ; les principaux centres occidentaux analysant l'économie des pays de l'Est).

Archivage et accueil, étude et analyse, secrétariat de rédaction sont les trois pôles d'activité du CEDUCEE. Un personnel spécialisé et multilingue réalise l'ensemble des tâches permettant à la fois la bonne conservation des documents, leur exploitation rapide dans l'actualité, leur mise à disposition du public, la rédaction des études pour la revue mensuelle *Le Courrier des Pays de l'Est*, conçue, rédigée, mise en page et dactylographiée pour l'impression offset par le Centre.

Cette structure très plastique permet d'accueillir et d'orienter en moyenne trois à quatre usagers par jour ouvrable, soit 700 visiteurs français et étrangers par an. Plus de la moitié se compose d'universitaires et chercheurs, le reste se partageant entre les administrations et les firmes, les journalistes et autres relais d'opinion.

Le Centre est accessible tout au long de l'année sur rendez-vous. Le prêt est exceptionnel. On peut obtenir des photocopies payantes sur place. Toutes les autres prestations documentaires sont gratuites.

Les activités d'analyse et de rédaction du CEDUCEE se concrétisent dans la revue *Le Courrier des Pays de l'Est* dont les rubriques suivent un certain nombre de thèmes intéressants un public varié français et étranger (grandes administrations, universités, firmes, banques, bureaux d'études, média).

. Décrire et commenter l'évolution annuelle et quinquennale des plans économiques.

. Présenter et expliciter les bilans des échanges commerciaux et de la coopération économique avec l'Ouest.

1. **Adresse** : La Documentation Française, 31, quai Voltaire, 75007 Paris, 4ème étage, tél. : 261.50.10, poste 308.

2. 10 pays du CAEM (URSS, Bulgarie, Cuba, Hongrie, Mongolie, Pologne, RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie, Vietnam) plus Albanie, Yougoslavie, Corée du Nord.

3. On peut consulter la « Liste des périodiques publiés et sur les pays socialistes reçus au CEDUCEE », établie par Mlle Rojine, bibliothécaire du CEDUCEE, ainsi que la liste des annuaires.



. Suivre l'évolution de la situation financière, des modalités d'investissements nationaux ou étrangers.

. Détailler la situation d'une branche, d'un produit, ainsi que les principales infrastructures.

. Rapporter les transformations affectant les mécanismes économiques et les structures au niveau de l'industrie, de l'agriculture ou de l'entreprise.

. Évaluer les niveaux de consommation des ménages et les conditions générales de l'activité des agents économiques.

. Dépeindre, lorsque l'actualité l'exige, la situation économique générale d'un pays ou d'une région.

C'est sous la forme de courtes études et de notes de synthèse accompagnées des tableaux statistiques et cartes utiles, que les rédacteurs du CEDUCEE s'efforcent de répondre à la demande d'informations d'actualité. Une cinquantaine de sujets sont abordés chaque année, couvrant environ 800 pages imprimées.

Pour réaliser ces études exclusives, ils puisent leurs informations aux sources en langues nationales des pays étudiés et dans la documentation occidentale générale ou spécialisée sur les pays socialistes de l'important fonds documentaire du CEDUCEE. Ils contribuent également à l'an-

nuaire « L'URSS et l'Europe de l'Est en... » et participent à de nombreux colloques.

Liste des études disponibles sur demande au CEDUCEE : Best-sellers : « Panorama de l'URSS », 250 p ; « L'emploi à l'Est » ; « CAEM : vers une intégration économique accrue » ; « Les stratégies économiques des Pays de l'Est » ; « La dépendance économique de Cuba ».

La revue bénéficie de la participation précieuse du Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales près le Commissariat Général du Plan, et de contributions d'universitaires ou d'étudiants avancés. Elle offre chaque mois une page d'actualité politique signée par le journaliste T. Schreiber, des comptes rendus d'ouvrages français et étrangers et la signalisation de tous les articles concernant les Pays de l'Est parus à la Documentation Française le mois précédent.

Les fonds documentaires et la revue font du CEDUCEE un des pôles de l'information économique sur les pays à économie planifiée.

F. Barry,  
Chef du CEDUCEE

## LE CENTRE DE DOCUMENTATION SUR L'URSS DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES \*

Depuis 1961, date de sa création, le Centre de documentation sur l'URSS s'est efforcé de réunir les matériaux nécessaires aux travaux des différents groupes de recherche sur l'URSS et l'Europe de l'Est de l'EHESS. Compte tenu des ressources documentaires existant à Paris, la constitution d'un fonds bibliographique et d'ouvrages de référence concernant l'Europe de l'Est correspondait à un besoin réel, la bibliothèque a ainsi acquis progressivement un profil spécifique qui lui confère une originalité largement reconnue.

Le fonds rassemble plus de 22 000 titres ; près de 7 000 titres à caractère bibliographique constituent le fonds de référence. Classés selon un plan thématique rigoureux, ces ouvrages peuvent être facilement consultés (encyclopédies ; dictionnaires spécialisés et biographiques — 550 titres —, bibliographies russes concernant les pays étrangers ; bibliographies en toutes langues concernant les régions, les républiques ou les villes d'URSS, classées par nom géographique — plus de 100 titres — ; catalogues de bibliothèques et d'archives, répertoires et index de périodiques ; recueils statistiques, dont les résultats des différents recensements, notamment du recensement de la population russe de 1897, etc.

Il s'agit d'une vaste documentation dans le domaine des sciences sociales. Elle est plus particulièrement développée en histoire (archives des XVe-XVIIe siècles, mouvements des idées et mouvements sociaux des XIXe et XXe siècles) et en sociologie (sociologie religieuse et anti-religieuse, sociologie des groupes nationaux, particulièrement des musulmans d'Union Soviétique, sociologie rurale) et concerne plus spécialement la Russie et l'URSS, les pays balkaniques et la Turquie.

La documentation est d'accès facile. Le prêt à domicile s'effectue sous certaines conditions.

Un fonds particulier de 1690 microfilms rassemble des documents d'archives inédits sur l'histoire de l'Empire ottoman et de ses relations avec la Russie (150 rouleaux), des organes de la presse musulmane de Russie et d'URSS parus à la fin du XIXe et au début du XXe siècle (100 rouleaux), des monographies et des bibliographies rares concernant le problème national en Russie, une collection importante de périodiques soviétiques anti-religieux.

Les collections réunies ont été utilisées pour des travaux bibliographiques qui ont paru dans la revue trimestrielle du

Centre d'Études sur l'URSS, l'Europe orientale et le domaine turc : les *Cahiers du monde russe et soviétique* (description de fonds documentaires concernant la Russie en France, Suisse, Scandinavie, Iran..., étude de fonds d'archives, inventaires de périodiques, etc.).

Les collections de périodiques occidentaux de la bibliothèque sont largement utilisées pour la préparation de la *Bibliographie européenne des travaux sur l'URSS et l'Europe de l'Est*. (European Bibliography of Soviet, East European and Slavonic Studies / Bibliographie européenne des travaux sur l'URSS et l'Europe de l'Est / Europäische Bibliographie zur Osteuropaforschung). L'établissement d'une coopération scientifique universitaire entre la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne fédérale a permis, à partir de deux bibliographies nationales, anglaise et française, coordonnées et développées, de publier un ouvrage de référence dont le volume V (1979) est sous presse. Les partenaires sont actuellement la Main Library et le Centre for Russian and East European Studies de l'Université de Birmingham, l'Osteuropa Abteilung de la Staatsbibliothek Preussischer Kulturbesitz, l'École des Hautes Études en Sciences sociales à Paris.

C'est à la Main Library et au Centre for Russian and East European Studies de l'Université de Birmingham, Mr. Thomas Hnik étant *editor* et Mr. V. Kusin *coordinator* que revient le mérite d'avoir conçu et réalisé le Volume I (1975), aujourd'hui épuisé, paru en 1977, et assumé la publication du Volume II (1976). Après des difficultés matérielles à l'origine du retard millésimal que l'on peut constater et déplorer, l'École des Hautes Études en Sciences sociales a pris en charge la confection et l'édition des volumes suivants, commercialisés par l'Institut d'Études slaves. Il s'agit d'une entreprise dont l'intérêt est évident mais à laquelle on ne peut encore consacrer, dans une conjoncture d'austérité, les moyens qui permettraient d'accélérer le rythme de parution, de multiplier les contributions nationales\*\*, et d'envisager l'informatisation. ▶

\* Centre de documentation sur l'URSS de l'École des Hautes Études en sciences sociales, 54, boulevard Raspail, 75270 Paris cédex 06 - Tél. : 544-39-79 - poste 389. Ouverture et accueil assurés du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 13 h.

\*\* Les slavistes italiens ont réalisé d'ores et déjà l'informatisation de leur bibliographie nationale pour les années 1980 et 1981, in *Europa orientalis*, 1, 1982, pp. 89-161.



Comment se présente l'ouvrage ? Il répertorie les travaux publiés en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne, partiellement en Autriche, Belgique et Suisse — tant en anglais, en français et en allemand que dans les langues nationales de l'aire géopolitique délimitée —, concernant l'URSS et les huit pays communistes de l'Europe de l'Est dans le domaine des sciences sociales, domaine étendu à la linguistique, la littérature et les arts. Les travaux cités comprennent ouvrages, articles de périodiques, comptes rendus scientifiques. Ils sont ordonnancés à l'intérieur de trois parties — Union soviétique et Europe de l'Est, Union soviétique, Europe de l'Est et pays la composant — suivant un classement thématique type. Un lexique trilingue des mots matières du

plan, explicatif de la classification, et l'index des noms cités facilitent la consultation de l'ouvrage. La liste des périodiques dépouillés est donnée en annexe.

En prenant de l'âge, mérite important pour une publication à périodicité annuelle, la *Bibliographie européenne des travaux sur l'URSS et l'Europe de l'Est* devrait gagner un plus large public. Complément à l'*American Bibliography of Slavic and East European Studies*, elle constitue un instrument de travail qui a déjà reçu un accueil encourageant pour ses auteurs.

M. Armand / M. Aymard  
octobre 1983

## UN SIÈCLE DE MÉDECINE SOCIALE ET PROPHYLACTIQUE (Les sources de l'histoire de la médecine soviétique)

En URSS, l'histoire de la médecine est un genre très prisé et qui donne lieu à de nombreuses publications. Les grandes vagues de l'historiographie soviétique se retrouvent en matière de médecine.

Ainsi, de 1917 à 1930, si officialité d'un discours historique il y a, elle est toute hétérogène. Des sommités de l'ancien régime, membres du parti KD, publient aux Éditions d'État. Les recueils de lois régissant la santé publique ou définissant les droits et devoirs du personnel médical édités en 1926-27 sont touffus, exhaustifs, et leur flou ou leurs contradictions reflètent très crûment les enjeux de l'époque.

Jusqu'en 1937 (la datation est ici terriblement précise), si une officialité un peu plus homogène se constitue, c'est à l'intérieur d'une diversité idéologique qui reste grande. Ainsi, le manuel d'histoire de la médecine russe et soviétique en vigueur dans les Instituts médicaux jusqu'à la veille de la guerre date du milieu des années 20 et propose une vision de la médecine soviétique héritière de la médecine sociale russe, de la prophylaxie anglaise et du système de protection sociale allemand. Depuis lors, ces filiations seront récuses, condamnées, tuées.

L'année 1956 voit la parution d'un « Index bibliographique » des « revues, travaux et bulletins concernant la santé publique » de 1917 à 1949<sup>1</sup>. Cet Index est annonciateur d'un mouvement de retour aux textes. On reconnaît ces ouvrages à leur sous-titre qui indique « recueil de documents » ou « matériaux »<sup>2</sup>. Certes, il ne s'agit pas de reprints et certaines lacunes, parfois indiquées explicitement ou repérables par confrontations aux textes originaux, doivent être interrogées.

Une autre veine constitutive de ce retour aux sources est l'édition de recueils biographiques<sup>3</sup>. En médecine, comme dans les autres domaines où ces recueils fleurissent, ils valent moins par la qualité du travail biographique que par la marque symbolique qui rend désormais prononçable un nom inaudible ou visible une photographie gommée.

Si ces travaux renseignent plus sur l'historiographie soviétique que sur leurs objets de recherche, ils nous sont néanmoins précieux et leur flux qui, vaille que vaille, n'est toujours pas tari, mériterait d'être étudié en soi dans l'éventail qu'en propose la BDIC.

### GROSSES REVUES ET PETITES BROCHURES

De toute la littérature médicale d'ancien régime, on ne trouve que peu de traces directes.

Les publications de la Société Pirogov, ce « guide des médecins russes », ne sont disponibles en France qu'à la Bibliothèque de l'École de médecine. On y trouvera également les comptes rendus de ces « Congrès Pirogov » qui scandent la vie intellectuelle russe des années 1880 jusqu'en 1918.

Mais la BDIC regorge de témoignages sur la période de la « médecine de zemstvo ».

La littérature, avec la correspondance d'un Tchékhev, nous fournit les images de la vie quotidienne d'un médecin de zemstvo, des vicissitudes financières d'une revue chirurgicale, de ces moments intenses, à la fois harassants et privilégiés, que sont les épidémies.

La politique, avec les mémoires d'une Véra Figner, nous renseigne sur les motivations des premières femmes médecins, des rapports différents qu'elles entretenaient avec les paysans.

Pour la période du gouvernement provisoire, il faut également recourir aux mémoires. Et à la presse aussi. Où un Gorki montre bien l'envolée scientifique de l'époque.

Mais c'est avec la constitution du Commissariat du Peuple à la Santé en juillet 1918 que l'historien retrouve ses sources familières. Même si elles prennent cette forme bien particulière aux premières années soviétiques, celle des brochures. La confrontation de ces innombrables brochures à la presse médicale locale et centrale, aux comptes rendus annuels d'activité, permet de restituer dans toutes ses facettes la fondation du Commissariat, avec la constitution de son appareil central en concurrence à la direction de la Société Pirogov, le rôle très particulier mais désormais classique du syndicat interprofessionnel et jusqu'au tissage plus laborieux mais aussi plus charnel du réseau sanitaire local, des dispensaires urbains aux « points sanitaires » à la campagne<sup>4</sup>.

### DES MÉDECINS DE ZEMSTVO AUX « ÉCLAIREURS SANITAIRES »

Une question lancinante traverse le corps médical russe depuis un bon siècle à travers son statut social et sa constitution en corporation, celle du pouvoir médical.

Au tournant du siècle, la presse médicale et extra-médicale est pleine de doléances des médecins sur leur niveau de vie, la précarité de leur statut et surtout la surdité persistante des autorités à leurs demandes d'éducation des campagnes, de médicalisation de la société.

1917, de ce point de vue, ne marque pas une rupture mais une amplification et un écho. Le discours du parti bolchévique établit une concordance entre les buts de l'État et les visées de la médecine sociale, l'hygiénisme des médecins sera relayé dans la société par d'autres institutions que l'appareil de santé, l'école, l'Armée rouge, l'usine. Les publications qui en émanent témoignent de la concrétisation de cette emprise médicale.

Mais la conséquence la plus visible, dans nos sources, de la prise du pouvoir par le parti bolchévique est la création d'une catégorie nouvelle à l'intérieur du corps médical, l'apparition des médecins dont la spécialité est la propagande hygié-



niste, ces « sanprosveticki » ou pour tenter de traduire au plus près, ces « éclaireurs sanitaires ». Quelques congrès internationaux entre les deux guerres montrent l'attention qu'accordent les hygiénistes allemands, anglais ou italiens à cette innovation.

Le mode privilégié d'expression écrite de ces « éclaireurs sanitaires » est la brochure. Souvent très courte, ponctuelle, simple retranscription de ces conférences-débats qui attiraient souvent les foules. Mais certains médecins, bien dans la tradition, s'essayaient à faire œuvre littéraire. Signalons ici que la BDIC possède un exemplaire rare d'une pièce d'éducation sanitaire écrite par deux médecins et dont on peut suivre dans la presse l'immense succès populaire dans les années de la NEP<sup>5</sup>.

Autre bouleversement, moins spectaculaire mais tout aussi durable, la féminisation du corps médical. Le mouvement date du tournant du siècle, il est déjà imposant à la veille de la guerre, pour culminer dans les années 30. C'est dans les nombreuses publications du « zenotdel », l'organisation des femmes du parti bolchévique, que l'on trouve les descriptions les plus précises des modalités de cette féminisation, ce qui permet d'éclairer le débat sur son sens. Enfin, l'édition régulière des programmes d'études des Instituts médicaux permet de suivre non seulement les modifications du recrutement social ou géographique des médecins, mais à travers les réformes successives, de mesurer le savoir politique, prophylactique ou thérapeutique de ces nouvelles générations de médecins.

L'activité la plus prolifique qui apparaît n'est pas à proprement parler une discipline médicale, mais elle est néanmoins durant une longue période la fonction principale des médecins. C'est celle de l'établissement de statistiques.

La tradition de médecine sociale russe a produit des médecins statisticiens remarquables. Jusqu'au milieu des années 1930, les études statistiques constituent une bonne partie des publications médicales. On peut suivre ces travaux en épidémiologie bien sûr ou en matière de mortalité infantile. D'autres domaines moins classiques sont l'objet d'enquêtes : les maladies sociales, la toxicité des métiers, l'insalubrité urbaine, la pollution des eaux. Leur échelonnement dans le temps permet de comparer et les méthodes utilisées et les résultats obtenus<sup>6</sup>.

Un grand axe de l'activité médicale va peu à peu prendre son autonomie, celui de la médecine du travail.

Dès les années 80 du siècle dernier, le développement des industries chimiques ou la question des assurances interpellent les médecins. Un corps de médecins inspecteurs du travail se constitue. On retrouve trace de son activité à travers des enquêtes éditées ou des communications au « Congrès Pirogov ». Après 1917, le relais est pris par un appareil de protection du travail dirigé par un hygiéniste et statisticien, S.I. Kaplun, dont l'essentiel des travaux est rassemblé à la BDIC.

Chez tous les pères fondateurs de la médecine russe se retrouve la hantise de la mortalité infantile. Sur une tradition de statistique démographique et d'établissements de bienfaisance, s'inspirant des réalisations allemandes, Alexandra Kollontaï crée dès 1917 un appareil de « Protection de la maternité et de l'enfance » qui ne réintègrera le giron médical qu'en 1920.

Symbole de l'attachement de l'État à la vie et de l'adhésion des femmes à la construction soviétique, l'activité de ce que l'on appelle par contraction le « matmlad » est au centre de polémiques qui dépassent le cadre de la presse médicale. L'abondance du matériau permet de suivre les moindres circonvolutions de ce débat, aujourd'hui relancé, pour la période récente, par des démographes américains.

Souvent imbriquée dans la protection de l'enfance, on peut suivre également sur un siècle la lutte des médecins contre les fléaux sociaux. Longtemps symbolisés, comme en

Occident, par Phtisie et Syphilis, ils sont relayés par l'alcoolisme.

Plus épisodiquement, d'autres thèmes viennent envahir la littérature médicale, du thermalisme à la phytothérapie et au freudisme. Aussi variés que soient les centres d'intérêt des médecins russes, à lire leurs textes, leur approche semble constante, très exceptionnellement curative, massivement prophylactique, toujours pédagogique<sup>7</sup>.

Cette impression est confirmée par la présence des médecins sur des terrains parfois inattendus.

Leur action contre les épidémies, les famines ou des phénomènes comme les abandons d'enfants est légitimée. La place nodale et parfois exclusive qu'y tient leur discours étonne parfois. Pas un débat sur les mœurs où, depuis un siècle, les médecins ne se fassent entendre. Leur voix y est parfois tonitruante. Pas toujours appréciée, surtout des poètes. Quand en 1923, Sémachko, Commissaire du peuple à la Santé, parle d'amour, Maïakovski bondit : « Que peut Sémachko pour les infirmes de l'âme ? ».

Ainsi, si l'on peut suivre le débat sur l'avortement du tournant du siècle à la deuxième guerre mondiale, ce n'est ni dans la presse féminine, ni dans les essais de sociologie, mais bien dans la littérature médicale. Et l'on pourrait en dire autant de la prostitution, du suicide, de l'éducation sexuelle.

Aux confins des mœurs, de la morale, de la régénérescence, émerge dans les années 1920 une discipline médicale nouvelle : l'eugénisme. L'essentiel des publications de l'école eugénique soviétique se trouve à la Bibliothèque Nationale<sup>8</sup>.

Dans les débats actuels en URSS sur la conjugalité et le divorce, les médecins sont aussi présents qu'en 1908. Et l'on a vu apparaître récemment, saluée par la presse spécialisée et à grand tirage, une nouvelle pratique médicale, la sexologie<sup>9</sup>.

Quant aux lecteurs non-russisants qui n'auront pas le bonheur de faire ce voyage dans le fonds de la médecine russe et soviétique, qu'ils se rassurent. Il leur reste, bien entendu, l'accès à l'historiographie occidentale, mais surtout à la partie peut-être la plus réjouissante de ce fonds. Qu'ils nous permettent de leur conseiller, pour ces après-midi pluvieuses où rien ne va, de se plonger subrepticement dans l'un de ces fameux « retour d'URSS »<sup>10</sup> des médecins français dans les années 1930.

Marie-Hélène Mandrillon

1. Bibliograficeskij ukazatel' – Žurnaly, trudy i bjulleteni po zdra-voohraneniju (1917-1949) – Moskva, Vsesojuznaja knižnaja palata, 1956.

2. Stanovlenie i razvitie zdra-voohranenija v pervye gody sovjetskogo vlasti (1917-1924) – Sbornik dokumentov i materialov – Moskva, Medicina, 1966.

3. Citons entre autres : Vrač'i-bolševiki – stroiteli sovjetskogo zdra-voohranenija. Moskva, Medicina, 1970, 384 s.

4. Izvestia NKZ ; Bjulleten' NKZ ; Otcët NKZ ; Pjat'let sovjetskogo mediciny ; etc.

5. Sud nad gr. Kiselevym po obvineniju ego v zaraženii ženy ego gonorreej posledstviem čego bylo eë samoubijstvo – M-P, Giz, 1922.

6. Voir les revues : Voprosy Socobesa ; Social'naja gigiena ; etc. ou les recueils : Pravila medicinskoj statističeskoj registracii, Giz, 1920. Profilaktičeskaja medicina. Har'kov, 1922. FRENKEL' Z.G., Social'naja gigiena, Har'kov, 1923.

7. Du général au particulier : VIGDORČIK N.A., Obščedostupnye besedy po medicine, P. 1921, 108 s. CERVER A., Škola buduščej materi, M. Giz, 1920, 63 s.

8. Russkij evgeničeskij žurnal à Moscou et à Pétrograd Izvestija bjuro po genetike i evgenike, créés tous deux en 1922.

9. Voir les revues grand public comme : Zdra-voohranenie ou Ra-botnica.

10. LAPIQUE Louis, Impressions d'un physiologiste en URSS, Les Cahiers rationalistes, mai 1936.

PHILERV F-J, Au pays des soviets, Secours ouvrier international, sans oublier la pionnière : PELLETIER Madeleine, Mon voyage aventureux en Russie soviétique.



# BILAN D'UNE EXPOSITION

L'exposition **Guerre et révolution en Russie. 1914-1921. Affiches et imageries.**, organisée par le Musée des deux guerres mondiales (BDIC) et fortement encouragée par l'Association des amis de la BDIC, a rencontré un vif succès.

Cet intérêt du public pour le thème abordé s'est marqué dès l'inauguration, le 9 novembre 1982, en présence de M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, de M. Daniel Mayer, président de l'Association des Amis de la BDIC, et de M. René Girault, auteur d'un rapport au Président de la République sur l'état de l'enseignement de l'histoire en France. Sur 6 400 invitations envoyées, 600 personnes se pressèrent dans les salles du Musée lors de l'inauguration.

Au total, sur quatre mois et demi d'exposition, près de dix mille visiteurs ont été recensés (soyons précis : 9895, dont 5957 du 9 novembre au 31 décembre 1982, et 3938 du 2 janvier au 19 mars 1983). Rappelons pour mémoire que les précédentes expositions du Musée parvenaient difficilement à totaliser deux à trois mille visiteurs. Soulignons enfin que cet afflux de curieux a contraint le Musée à prolonger d'un mois l'exposition prévue initialement jusqu'au 20 février 1983.

L'un des points les plus positifs fut l'intérêt que lycées et collèges portèrent à cette exposition ; il est vrai que le Musée avait réalisé un gros effort de promotion, envoyant un dossier (documents, informations pratiques, communiqué de presse, affichettes) à six cents établissements scolaires d'enseignement secondaire de Paris et de la région parisienne, notamment à ceux où la langue russe est enseignée. En effet, le thème de l'exposition, coïncidant avec une partie du programme d'histoire des classes de 3ème et Terminale, était susceptible d'intéresser les enseignants et de les inciter à conduire leurs élèves au Musée. Au total, ce sont 132 groupes scolaires, comptant 3300 élèves, qui sont venus (36 groupes de 1027 élèves jusqu'au 31 décembre, et 96 groupes totalisant 2273 élèves après le 1er janvier). Sur ces 132 groupes, 82 ont demandé une conférence. Ces chiffres sont à comparer à ceux des précédentes expositions qui recevaient en moyenne moins de dix groupes.

Cet afflux de groupes scolaires est dû à la promotion opérée dans les établissements, mais aussi à un système très souple et très efficace de conférences, mis en place de manière expérimentale par le Musée à cette occasion. Deux conférencières, non professionnelles mais spécialistes de la période traitée et pratiquant couramment le russe, ont été sollicitées et ont accepté de se mettre à la disposition du Musée ; ceci a d'une part soulagé le personnel du Musée d'un travail de guidage des visites qui grevait lourdement ses tâches régulières. D'autre part, les responsables des groupes scolaires pouvaient se mettre en rapport direct (par téléphone) avec les conférencières afin d'organiser au mieux leur visite (jours, heures, niveau des élèves, thèmes à traiter en priorité, etc.).

Selon les cas, c'était soit le professeur (d'histoire ou de russe), soit un délégué de la classe qui prenait contact avec le Musée par téléphone. Les conditions lui étaient communiquées, ainsi que les noms et numéros de téléphone des deux conférencières. En se reportant à un calendrier disposé en table, spécialement réservé à l'inscription des groupes, rendez-vous était pris, en évitant (mais cela n'a pas toujours été possible) que deux groupes soient présents à l'exposition au même moment. Puis le demandeur s'entendait avec l'une ou l'autre des conférencières.

Les groupes qui n'ont pas demandé de conférence

étaient soit dirigés par des professeurs ayant déjà suivi une visite-conférence avec une autre classe, soit des classes d'élèves étudiant la langue russe et capables de lire les documents sous la conduite de leur professeur. Cependant, dans deux cas, le professeur a demandé une conférence faite partiellement en russe.

Les conditions faites aux groupes étaient les suivantes :  
– groupe de 30 élèves au maximum  
– un accompagnateur pour 10 élèves  
– tarif d'entrée de 3 F par élève. Entrée gratuite pour les accompagnateurs.

Certains établissements scolaires ont envoyé plusieurs groupes (parfois 3 à 4). Les groupes comprenaient en moyenne 25 à 30 élèves. Les russisants étaient rassemblés en groupes de 10 à 15 élèves de différents niveaux. Les classes les mieux représentées ont été celles de 3ème et de 1ère, qui avaient la guerre de 1914-1918 et la Révolution russe à leur programme d'histoire.

Paris a envoyé 48 groupes, la banlieue 76 ; la province, où aucune publicité n'avait été faite par nous, était représentée par 8 groupes (La Ferté-Bernard, Compiègne, Angers : 2 groupes ; Château-Thierry : 3 groupes, et Argenton-sur-Creuse).

Le succès de l'exposition auprès des scolaires a été largement relayé auprès du grand public par la presse nationale et internationale. Citons parmi les initiatives les plus efficaces un long communiqué de l'AFP, des émissions de la télévision luxembourgeoise et de Radio-France Internationale, et les articles souvent fournis, élogieux et illustrés du *Monde*, de *l'Express*, de *Libération*, de *l'Humanité*, de *la Vie Ouvrière*, de *l'Alternative*, de *Lutte ouvrière*, de *l'Histoire*, de *Touring* (revue du Touring Club), de *l'Amateur d'Art*, de *Passion* (revue américaine à Paris), du Magazine France-URSS, du Bulletin de la Ville de Paris, des Cahiers de la Peinture, etc. De nombreuses publications ont consacré quelques lignes à l'exposition, événement qui a attiré des visiteurs lointains (Belgique, Suède, Espagne, etc.)

Le seul point noir de cette exposition (reconnaissons-le honnêtement) fut celui du catalogue. Le travail de ses auteurs, en particulier de W. Bérélowitch, en avait pourtant fait un remarquable outil. Malheureusement, et comme toujours faute de crédits, la BDIC fut contrainte de le réaliser par ses propres moyens.

Le premier tirage, très correct, n'ayant été réalisé qu'à 500 exemplaires, fut rapidement épuisé. Le second tirage fut catastrophique, un encrage excessif ayant réduit les reproductions à des rectangles noirs. Malgré cela, il fut lui aussi épuisé et le Musée continue de recevoir des demandes qu'il ne peut pas honorer. Une solution à ce problème est à l'étude.

Nous signalerons enfin que par un curieux concours de circonstances, une vente exceptionnelle de 57 affiches de la Révolution russe a eu lieu à l'Hôtel Drouot le 29 novembre 1982. Le Musée s'est porté acquéreur de quinze d'entre elles, enrichissant ainsi ses fonds sur cette période.

Au total, une réussite très encourageante qui nous a incités à nous engager dans la préparation d'une nouvelle exposition à caractère historique consacrée à *La France et les Français de la Libération 1944-1945*.

Cécile Coutin,  
Conservateur au Musée  
des deux guerres mondiales



## L'HISTOIRE CONTEMPORAINE : ENJEU DES PASSIONS POLITIQUES ET IDÉOLOGIQUES

L'exposition Guerre et Révolution en Russie, 1914-1921 a montré une nouvelle fois combien il est difficile de faire taire les passions au bénéfice d'une démarche scientifique lorsqu'on cherche à présenter des éléments d'histoire contemporaine.

Près de 70 ans après les événements, le livre d'or de l'exposition témoigne que ces passions ne sont pas éteintes, mais souligne aussi combien elles se nourrissent d'une mythologie façonnée par la propagande dont les affiches étalent un vecteur essentiel. Encore une fois, l'histoire contemporaine apparaît comme un enjeu politique et idéologique de première importance.

La démarche des organisateurs de l'exposition a été, à l'inverse, commandée par un souci historique, impliquant une certaine sérénité et la volonté de ne faire aucun compromis au détriment de la vérité : tout montrer, informer, expliquer. Au public de se forger une opinion.

Le livre d'or de l'exposition a permis à de nombreux visiteurs de se « défouler ». Nous en citons ici quelques extraits qui montrent qu'il est toujours difficile de contenter tout le monde...

« Il est bon de se souvenir quelquefois de ce que l'URSS a apporté au monde », suivi d'un « Quelle distance de la coupe aux lèvres ! ». Certains ont trouvé l'exposition trop

« communiste » : « Assez de cette propagande communiste ». « On se croirait dans un musée moscovite avec une seule facette de ce monde, rien contre », « Il est scandaleux que l'État prête une salle des Invalides pour une exposition de propagande qui se serait aussi bien tenue place du colonel Fabien ». D'autres, au contraire, déclarent : « L'exposition est intéressante, mais dommage que le catalogue contienne un commentaire si manifestement partisan » (comprenez « anti-communiste »). Parfois, un débat « théorique » s'engage : « Vive le socialisme ! A bas le stalinisme ! Très belle exposition en tout cas », auquel répond « Le stalinisme est le seul socialisme authentique ».

Mais la plupart veulent répondre par avance à l'article de la Pravda : « Fantastique mais terrible pouvoir de la propagande ». « Belle exposition, mais qui montre combien les Soviétiques ont su manipuler les esprits d'un peuple crédule. Quelle belle arme que le mensonge ! Croyez-vous que les ouvriers russes soient plus libres aujourd'hui ? », « Intéressant sur le plan historique et iconographique, mais quel lavage de cerveau ! Et maintenant, les Polonais, les Tchèques, les Hongrois, etc. sont bien contents ». « Les affiches éditées à partir de 1917 montrent ce dont est capable le marxisme : haine, lutte de classes, violence et assassinats ».

Stéphane Courtois

## QUAND LA PRAVDA S'INTÉRESSE À LA B.D.I.C.

Nous reproduisons ci-dessous l'article de la Pravda du 4 janvier 1983 consacré à l'exposition. Chacun pourra ainsi apprécier l'art et la manière qu'a la presse soviétique de présenter un événement culturel concernant l'Union Soviétique. Depuis 1917, la propagande n'a pas perdu ses droits...

### DÉBATS DEVANT LES AFFICHES

L'exposition qui vient de s'ouvrir dans le mémorial militaire français, le célèbre Hôtel des Invalides, commence, juste près de l'entrée, par une affiche colorée : un soldat de l'Armée rouge, sabre au clair, vole au combat pour le pouvoir des Soviétiques, sur son cheval fougueux, drapeau rouge au vent. L'exposition est ouverte depuis novembre, mais le flot des visiteurs ne tarit pas.

Des milliers de Parisiens ont déjà vu l'exposition « Guerre et révolution en Russie », consacrée au soixantenaire de la formation de l'URSS.

Près de 200 affiches politiques, louboks et autres œuvres sont exposés dans plusieurs salles. Les images, picturales ou poétiques, reflètent l'histoire de la période pré-révolutionnaire, celle du Grand Octobre, de la guerre civile et de la naissance du premier État multinational des ouvriers et paysans du monde, l'Union des R.S.S.

A peine suis-je entré dans l'exposition que j'entends la voix d'une responsable : « Mesdames et Messieurs, moins de bruit s'il vous plaît. Ce n'est pas un club de discussion, mais une exposition d'art ». Peine perdue ! Allez donc rétablir le silence là-dedans. Après cet échec, l'administratrice regagne sa place près de l'entrée. Et, s'adressant déjà à nous, elle dit : « Vous vous rendez compte, c'est comme ça tous les jours, comme si tout cela s'était passé hier, et non il y a soixante ans ».

L'exposition a été organisée par le Musée français des deux guerres mondiales. L. Lemonnier, conservateur-adjoint

des fonds de cet institut de recherche fort connu, a accepté de nous servir de guide bénévole. Dans la première salle, consacrée aux années 1914-1917, elle attire notre attention sur les affiches rares de ces années-là. « Reconnaissez-vous cette écriture, ce style poétique ? », demande L. Lenfonnier. Les affiches sont signées d'une écriture vigoureuse qui nous est bien familière et qui s'est bien conservée : « V. Maïakovski ». Ce sont huit œuvres de jeunesse du grand poète prolétarien, auteur des illustres « Fenêtres Rosta » qui sont entrées dans l'histoire de l'art révolutionnaire.

« La Place Rouge, 1917 » : c'est l'une des premières affiches de propagande de l'époque nouvelle. Au-dessus des têtes des manifestants, on voit les slogans des premiers jours du pouvoir soviétique : « Liberté, paix ». Les visiteurs considèrent avec un grand intérêt les affiches toujours jeunes de D. Moor, C. Malevitch, I. Malioutine, V. Deni, A. Lentoulov, M. Tcheremnykh...

Les « Fenêtres Rosta », qui occupent une place centrale dans l'exposition, attirent beaucoup de visiteurs. Parmi eux, un jeune homme habillé de façon négligée, une femme d'âge moyen et un couple. Je leur demande ce qui les a fait venir à l'exposition et leur première impression :

Michel Caro, le garçon, se présente :

— Je suis ouvrier à St-Denis. Plus exactement, corrige-t-il, je suis chômeur depuis septembre. Mon père a été résistant. Depuis mon enfance, je me passionne pour deux événements historiques : la Commune de Paris et la Révolution d'Octobre en Russie. Et voilà que j'ai appris par hasard dans les journaux que cette exposition avait lieu : je suis venu tout de suite. Pour moi, c'est un grand et rare événement.

Annie Bresson, enseignante. Elle s'intéresse aux problèmes de l'art :

— Vous savez, dit-elle, je trouve beaucoup de points communs entre le style de l'affiche politique révolutionnaire

(suite page 21)



# UN JOURNAL D'ÉTAT : LA « PRAVDA »

L'en-tête de la *Pravda*, très circonstancié, souligne le caractère inhabituel du journal. En haut à droite, le slogan : « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! ». En dessous, en plus gros caractères : « Parti communiste de l'Union Soviétique ». Enfin, en très gros caractères : « Pravda ». En dessous : « Organe du Comité Central du P.C.U.S. ». A gauche du titre, la reproduction des décorations : deux ordres de Lénine et un ordre de la Révolution d'octobre. Sous les décorations : « Journal fondé le 5 mai 1912 par V.I. Lénine ».

La *Pravda*, dont la rédaction se trouvait à Saint Pétersbourg (Petrograd à partir de 1914), paraissait légalement, esquivant les exigences de la censure qui l'obligeait à changer de nom (« Pravda ouvrière », « La voie de la Pravda »<sup>1</sup>, etc) jusqu'au début de la première guerre mondiale, puis à partir de la révolution de février 1917 et jusqu'au changement de pouvoir d'octobre.

Le 25 octobre (7 novembre) 1917, la *Pravda* devient l'organe central du parti au pouvoir qui, à partir de juillet 1918, exerce un pouvoir sans partage. Le même mois, le gouvernement soviétique interdit toutes les publications « non soviétiques » : la presse soviétique détient désormais le monopole de l'information.

Pendant les cinq premières années qui suivent la Révolution d'octobre, alors que Lénine est président du Soviet des commissaires du peuple, tout en étant le chef reconnu du parti, la *Pravda* partage la première place dans la presse soviétique avec les *Izvestia*, l'organe officiel gouvernemental. Après la mort de Lénine, tandis que Staline, secrétaire général du C.C. du parti, s'empare peu à peu de tous les leviers du pouvoir, le rôle de la *Pravda* s'accroît parallèlement. Depuis la fin des années 20, cet organe se dote de traits qui empêchent de le qualifier de « journal », sinon dans un sens conventionnel.

Avant tout, la *Pravda* est en Union Soviétique le Journal Unique : tous les autres suivent fidèlement, répètent, diffusent, commentent son contenu. Toute république soviétique possède « sa » *Pravda*, par exemple la *Pravda du Kazakhstan*. L'organisation des pionniers publie la *Pravda des pionniers*, le Komsomol (jeunesses communistes), la *Komsomolskaïa Pravda*.

La fonction principale de la *Pravda* centrale est d'informer sur la ligne générale du parti dans tous les domaines sans exception, que ce soit en économie, en politique extérieure, en culture, etc. Cet organe reflète ainsi le pouvoir total du parti communiste en URSS. Selon la définition officielle, la presse soviétique est « un agitateur, un propagandiste et un organisateur collectif des masses ». Mais la *Pravda* ne remplit pas seulement ces fonctions, elle en contrôle l'application dans tous les médias.

La *Pravda* ignore totalement la fonction traditionnelle de la presse : informer les lecteurs sur les événements, les nouvelles du moment. Pour l'organe du C.C. est « nouvelle » ce qui est considéré comme tel par le parti. C'est pourquoi certains événements peuvent apparaître dans la *Pravda* avec un retard de plusieurs jours ou mois, ou bien être franchement ignorés. Le monopole de l'information est en même temps un monopole de la mémoire : il n'existe que ce dont



Le premier numéro de la « Pravda », conservé à la BDIC.

parle la *Pravda*, et seulement sous la forme qu'elle lui prête ; ce que la *Pravda* tait n'existe pas. Par exemple, depuis octobre 1964, la *Pravda* ne mentionne plus le nom de Krouchtchev ; depuis décembre 1982, celui de Brejnev : cela signifie qu'ils n'existent plus et n'ont jamais existé. A son retour d'URSS, André Gide écrivit que tous les matins, la *Pravda* informait les Soviétiques sur ce qu'ils devraient penser. Il ignorait qu'en même temps, la *Pravda* les informait sur ce qu'ils devaient oublier.

L'aspect extérieur de la *Pravda*, définitivement fixé au milieu des années 30, est demeuré inchangé. Son volume a augmenté : le lundi, il compte huit pages, les autres jours six. Mais l'ordonnance en est immuable : seule une guerre ou la mort d'un secrétaire général du C.C. peut modifier l'aspect de la première page.

Cette invariabilité revêt une grande importance, car la *Pravda* est un système sémantique original ; tout y a son importance : la mention ou la non-mention, la place de l'article, la signature ou son absence, le nombre de citations et la qualité des photographies. Seule la connaissance du « code » de la *Pravda* permet sa lecture : la connaissance du russe est une condition nécessaire, mais non suffisante.

La principale information du journal est donnée en première page, dans le coin gauche : c'est l'éditorial, jamais signé, ce qui souligne l'importance de ce texte qui exprime de la sorte non pas l'opinion personnelle de l'auteur (ce qui est à vrai dire, exclu de toute façon), mais le point de vue de la rédaction, c'est-à-dire du C.C. L'éditorial occupe toujours une colonne entière et commence par énumérer les succès obtenus, quel que soit le thème : politique extérieure, élevage, construction du gazoduc, saison théâtrale... La seconde partie de l'éditorial, qui commence d'ordinaire par le mot « toutefois », énumère les défauts et indique les méthodes propres à les éliminer : toujours par un « renforcement du travail du parti », assez souvent par la punition des coupables.

Ouvrons un numéro standard. La première page comporte obligatoirement, au milieu, une photo de héros positif (« notre contemporain ») : métallo en bleu de travail, trayeuse en habit de fête avec ses décorations, soldat soviétique entouré d'enfants, etc. Le reste de cette page est occupé par des informations sur des victoires dans différents domaines de la vie soviétique : exécution ou dépasement du plan d'extraction de la houille ou de la construction du gazoduc, récolte ou campagne de semences. La deuxième

Michel Heller  
(suite page 12)

1. « Pravda » signifie « vérité ».